



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Ce qui se cache derrière l'escalade militaire entre la Chine et Taïwan	Page 2
Chine-Taïwan drôle de guerre, maxi risque	Page 3
Taïwan : « Les États-Unis entreraient en guerre en cas d'invasion »	Page 6
Joe Biden se dit prêt à soutenir militairement Taïwan en cas de conflit avec la Chine	Page 10
La stratégie de Vladimir Poutine avec l'Iran	Page 11
L'Otan adopte un plan pour se défendre contre de potentielles attaques russes	Page 13
Non, l'Otan n'a pas pour objectif secret d'attaquer la Russie	Page 14
Russie-Afrique : Wagner, enquête sur les mercenaires de Poutine	Page 16
Vers une coopération militaire rapprochée entre la Russie et la Turquie ?	Page 25
La nouvelle géopolitique globale de la Turquie	Page 26
Afrique – La Russie et Daech : des objectifs convergents ?	Page 30
5 minutes pour comprendre la course aux missiles «hypervéloces»	Page 33
Le secrétaire général de l'Otan ne veut pas d'une défense européenne armées- concurrente	Page 35
TERRORISME : Vers un néo-sanctuaire djihadiste en Afghanistan ? général	Page 37
La militarité de la Gendarmerie : l'opportune piqûre de rappel du général GIERE, inspecteur général des armées-Gendarmerie	Page 42
IN MEMORIAM Mort d'un soldat au Mali	Page 46



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Ce qui se cache derrière l'escalade militaire entre la Chine et Taïwan

En déployant un nombre record d'avions militaires dans cette zone, Pékin continue sa stratégie d'intimidation envers l'ex-Formose, qu'elle veut remettre dans son giron.

La scène diplomatique surveille cette région avec une attention toute particulière, dans un contexte d'escalade des tensions. Taïwan a accusé ce samedi Pékin de faire monter la pression et de vouloir nuire à la paix dans la région, après la plus vaste incursion d'avions militaires chinois dans la zone d'identification de défense aérienne de l'île. La démonstration de force de Pékin a commencé vendredi, jour anniversaire de la Chine communiste, avec l'incursion d'un nombre record d'avions militaires chinois, 38 au total. Et ce samedi, un nouveau record a été enregistré avec 39 incursions dans la zone taïwanaise, selon le ministère de La Défense.

Cette démonstration de force intervient quelques jours après que Pékin a accusé la Grande-Bretagne d'avoir envoyé un navire de guerre dans le détroit de Taïwan avec de "sinistres desseins". Depuis plusieurs années, le ton est monté d'un cran entre la Chine de Xi Jinping et l'île de Taïwan dirigée par Tsai Ing-wen qui résiste face aux velléités du géant asiatique.

Les faits. La présence chinoise dans la zone d'identification de défense aérienne de l'ex-Formose ("Adiz", selon son acronyme en anglais) de 22 avions de chasse, deux bombardiers et un avion de lutte anti-sous-marine a conduit les forces militaires taïwanaises à faire décoller leurs propres aéronefs pour intimer aux appareils militaires chinois l'ordre de partir, a indiqué le ministère de la Défense.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un deuxième groupe de 13 avions a pénétré dans l'Adiz, ce qui porte le nombre total d'appareils total à 38 - parmi lesquels un bombardier H-6 à capacité nucléaire - selon le ministère, avant une nouvelle incursion de 20 appareils samedi. Pour rappel, une zone d'identification de défense aérienne est un espace aérien dans lequel un Etat souhaite identifier et localiser les aéronefs pour des raisons de sécurité nationale. Dans les deux cas, le ministère de la Défense taïwanaise a déclaré qu'il avait brouillé des avions de patrouille de combat et émis des avertissements radio pour dire aux avions chinois de faire demi-tour.

Pourquoi c'est important. La Chine communiste considère l'ex-Formose dirigée aujourd'hui par un régime démocratique, comme la pièce manquante de son rêve. Mais de nombreux Taïwanais ne veulent plus être rattachés à leur ex-grand frère chinois et estiment qu'ils ont créé une nation séparée - que l'indépendance soit officiellement déclarée ou non. À noter que l'île a sa propre Constitution, des dirigeants démocratiquement élus et environ 300 000 soldats actifs dans ses forces armées. Depuis de nombreuses années, Pékin appelle cette province rebelle à rentrer dans son giron, et n'hésite plus à faire passer ce message par la force.

La Chine n'a pas cessé d'intensifier les pressions sur Taïwan depuis l'élection en 2016 de la présidente Tsai Ing-wen, qui rejette la vision de Pékin selon laquelle l'île fait partie d'une "seule Chine". Preuve que son discours est soutenu par une partie de la population, la cheffe de l'Etat a été réélue en 2020. Tout au long de l'année 2018, Pékin a fait pression sur les entreprises internationales, les forçant à répertorier Taïwan comme faisant partie de la Chine sur leurs sites Web et menaçant de les bloquer pour qu'elles fassent des affaires en Chine si elles ne s'y conformaient pas. Après avoir muselé Hongkong, le président Xi Jinping a promis la "réunification" avec Taïwan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

L'incursion massive de vendredi a suscité des protestations particulièrement virulentes de la part de Taipei. "La Chine a été belliqueuse et a porté atteinte à la paix régionale tout en se livrant à de nombreux actes d'intimidation", a déclaré le Premier ministre Su Tseng-chang, lors d'un point presse ce samedi matin. "Il est évident que le monde, la communauté internationale, rejettent de plus en plus ces comportements de la Chine", a-t-il ajouté.

Le contexte. Plus de 500 incursions de l'aviation chinoise ont déjà été détectées dans l'Adiz cette année contre 380 l'an dernier, ce qui constituait déjà un record. Au cours des premiers jours de la présidence de Joe Biden, Taïwan avait signalé une "grande incursion" d'avions de guerre chinois. L'occasion aussi pour le locataire de la Maison-Blanche d'affirmer de nouveau son engagement "solide comme un roc" envers Taïwan. En effet, en cas d'attaque chinoise, les Etats-Unis pourraient être plus susceptibles de défendre l'ex-Formose qui présente un intérêt plus stratégique que l'Afghanistan.

En mars dernier, l'amiral américain John Aquilino, chef du commandement Indo-Pacifique du Pentagone, a averti qu'une invasion chinoise de Taïwan "est beaucoup plus proche de nous qu'on ne le pense". Interrogé par L'Express en septembre dernier, le chercheur Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS se montre, de son côté, plutôt rassurant : "Il est cependant peu probable que la Chine cherche à déclencher une guerre, car une sorte d'équilibre des forces se met en place - avec l'engagement croissant du Japon dans la zone. Sans oublier le danger de nucléarisation de tout affrontement armé sino-américain."

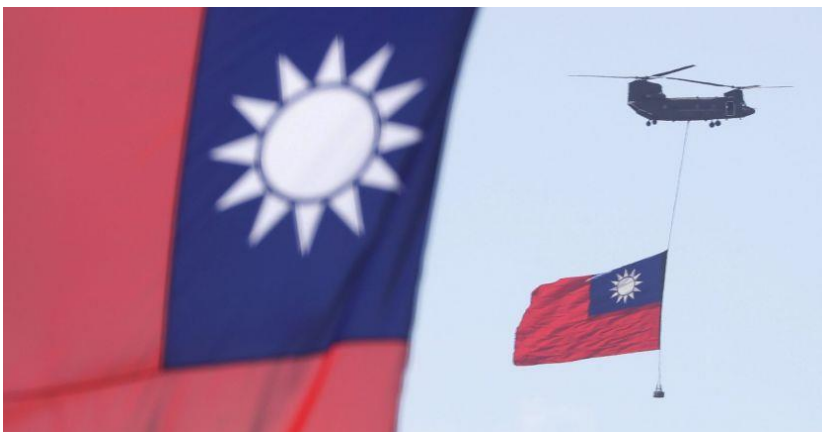
l'express.fr

Chine-Taïwan drôle de guerre, maxi risque



[Claude Leblanc](#) - 11 Octobre 2021 à 06h00

La multiplication d'incursions militaires chinoises dans l'espace aérien taïwanais fait craindre la possibilité d'une réunification des deux Chine par la force



Hélicoptère à Taipei, le 10 octobre 2021 pour la fête nationale de Taïwan.

© Sipa Press

« Taïwan continuera à renforcer ses défenses afin que personne ne puisse forcer l'île à accepter la voie que la Chine lui a tracée », a déclaré dimanche la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen lors d'un discours prononcé à l'occasion de la Fête nationale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

« Nous continuerons à assumer nos responsabilités en tant que membres de la *communauté internationale pour assurer la paix et la la région stabilité dans Indo-Pacifique. Nous espérons également apporter davantage de contributions au monde aux côtés de la France », a-t-elle aussi assuré à la délégation de sénateurs français menée par l'ancien ministre de la Défense Alain Richard. « Si la Chine lance une guerre contre Taïwan, nous nous battons jusqu'au bout, c'est notre engagement. » C'est en ces termes que Joseph Wu, ministre des Affaires étrangères taïwanais, a rappelé la détermination de son gouvernement à combattre, lors d'une interview accordée, le 3 octobre, à ABC, le groupe audiovisuel public australien. Outre la réaffirmation de la nécessité de se battre contre une éventuelle attaque chinoise, son intervention auprès des médias australiens traduit bien les changements stratégiques qui s'opèrent dans cette partie du monde depuis ces dernières semaines.

a conclusion du partenariat stratégique entre l'Australie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (Aukus), dont la France a en partie fait les frais, n'est pas étrangère à cette prise de parole ferme. « Nous sommes heureux de constater que les partenaires de Taïwan partageant les mêmes idées – les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie – collaborent plus étroitement les uns avec les autres pour acquérir des matériels plus avancés afin de pouvoir défendre l'Indo-Pacifique », a d'ailleurs confirmé le chef de la diplomatie taïwanaise.

Il est vrai que, sur le papier, Taïwan ne pèse pas lourd devant la Chine dont l'un des principaux objectifs, ces deux dernières décennies, a consisté à mettre son armée au niveau de celles des puissances militaires occidentales, en premier lieu des Etats-Unis. Pékin dispose aujourd'hui d'outils qui lui permettent de faire des démonstrations de force destinées à la fois à affirmer ses capacités de défense, mais aussi et peut-être surtout à manifester son potentiel offensif pour le jour où le gouvernement chinois aura décidé d'en faire usage pour régler la question taïwanaise.

Avec près de 2 700 chasseurs contre 500 du côté de Taipei, 450 bombardiers contre zéro ou encore 400 avions de transport contre une trentaine, les Chinois n'auront pas de mal à dominer les airs comme ils pourront mener des opérations navales d'envergure contre la marine taïwanaise qui fait figure de nain : 32 destroyers chinois contre 4 pour Taïwan ou encore 46 sous-marins à propulsion diesel contre 2, le rapport de force est largement favorable à la Chine si l'on ajoute ses deux porte-avions et ses six sous-marins nucléaires déjà en service.

Manœuvres navales. D'ailleurs, la Chine déploie régulièrement une partie de sa marine à proximité de Taïwan pour des manœuvres navales pour rappeler qu'elle est chez elle tout comme elle multiplie les incursions de son aviation militaire dans la zone d'identification de la défense aérienne (ADIZ) taïwanaise avec le même objectif de rappeler aux Taïwanais que leur avenir est intimement lié au continent et que toute tentative de sortir définitivement du giron chinois est inenvisageable.

Considérée comme une partie du territoire national, l'île, qui fut occupée par les forces nationalistes après la prise de contrôle du territoire continental par les communistes en 1949, représente le principal sujet de préoccupation des Chinois dans leur désir de reconstituer l'unité du pays. Dès 1950, Zhou Enlai, le Premier ministre de Mao, expliquait à des journalistes étrangers que « le principal problème de la Chine est Taïwan ». Le sujet revient aujourd'hui au premier rang des priorités chinoises parce que Pékin estime que le danger de l'indépendance du territoire est plus que jamais réel dans un contexte international compliqué par les tensions croissantes avec Washington.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

L'idée que le gouvernement chinois choisisse d'utiliser la force militaire pour assurer la réunification nationale n'appartient plus au domaine de la politique-fiction même si personne n'est en mesure de prévoir à quel moment et de quelle manière cela va se produire. En 2013, le ministère de la Défense taïwanais, dans son rapport annuel, avait estimé qu'une telle éventualité pourrait se réaliser en 2020. Le 6 octobre, Chiu Kuo-cheng, le responsable de la Défense taïwanais, a estimé devant le Parlement que la Chine serait en mesure de mener une telle opération d'ici 2025 et de la mener avec un coût minimum. A ses yeux, le risque d'un conflit entre les deux rives du détroit de Taïwan n'a jamais été aussi élevé. « C'est la situation la plus difficile que j'aie rencontrée en plus de quarante ans de vie militaire », a-t-il déclaré devant les parlementaires

Impact psychologique. Il semble que l'impact psychologique du déploiement massif d'appareils militaires depuis le 1^{er} octobre, jour de la fête nationale chinoise, dans l'ADIZ, avec un pic jamais atteint de 56 avions pour la seule journée du 4 octobre, soit réel. Pékin s'en donne les moyens. Après une année 2020 historique de ce point de vue avec 380 incursions d'avions militaires chinois dans la zone d'identification de la défense aérienne taïwanaise, on a déjà recensé au 5 octobre 672 sorties de ce type de la part de Pékin. L'objectif vise à rappeler la domination chinoise dans les airs, à « user » psychologiquement les Taïwanais et à envoyer un signal aux pays tentés de considérer Taïwan comme un levier de pression sur Pékin.

Il va de soi que l'engagement d'une partie de la communauté internationale derrière Taïwan revêt une importance considérable pour le destin des Taïwanais. Depuis l'élection de Tsai Ing-wen en 2016 et sa réélection quatre ans plus tard à la tête de l'île, Pékin a mené une politique visant à l'isoler diplomatiquement. Il a réussi à « récupérer » six Etats qui avaient conservé des relations diplomatiques avec Taïwan tout en s'assurant que sa voix ne soit plus entendue dans les organisations internationales comme l'OMS.

Le refus des autorités taïwanaises de reconnaître le « consensus de 1992 », nom donné à l'accord trouvé entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang sur l'existence d'une seule Chine, a contribué à pousser les Chinois dans cette situation de blocage où il n'existe plus aucun canal de discussion entre les deux parties depuis que Pékin a suspendu les échanges officiels en 2016. Cela favorise de part et d'autre une politique dont la conséquence pourrait être funeste si, au plus haut sommet de l'Etat en Chine, on en venait à vouloir régler le « dossier chinois » par la force. Dans la mesure où le rapport de force militaire est nettement favorable à Pékin, Taipei doit montrer sa capacité à résister. « Nous devons être asymétriques, et nous devons avoir une philosophie différente pour vaincre la Chine s'il doit y avoir une guerre », a expliqué Joseph Wu, aux Australiens d'ABC.

Mais le plus important est d'affirmer sa détermination. Dans un discours prononcé, le 10 octobre, à l'occasion du 110^e anniversaire de la fondation de la République de Chine, Tsai Ing-wen a déclaré que Taïwan devait « résister à l'annexion ou à l'empiètement sur notre souveraineté » et a souligné que « son avenir doit être décidé conformément à la volonté du peuple taïwanais ». La présidente a ainsi répondu à un discours de Xi Jinping prononcé la veille au cours duquel il a évoqué l'espoir d'une réunification pacifique avec la Chine continentale, tout en assurant que ceux qui s'y opposeraient seraient « jugés par l'histoire. »

Pour éviter une confrontation militaire que seule l'opinion publique taïwanaise – 63 % des personnes interrogées, en septembre, par la Taiwan International Strategic Study Society – ne semble pas redouter, les dirigeants de l'île comptent sur l'engagement des Occidentaux à leurs côtés. Dans un article publié le 5 octobre dans la revue *Foreign Affairs*, Tsai Ing-wen leur lance d'ailleurs un appel. « Alors que de nombreux pays reconnaissent de plus en plus la menace que représente le Parti communiste chinois, ils devraient comprendre l'intérêt de travailler avec Taïwan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Et ils devraient se rappeler que si Taïwan devait tomber, les conséquences seraient catastrophiques pour la paix régionale et le système d'alliance démocratique », écrit-elle afin de mobiliser l'attention internationale au moment où Pékin fait la démonstration de sa force. Les protestations des Etats-Unis, du Japon et même de l'Union européenne après l'incursion des 56 avions de l'Armée populaire de libération indiquent une prise de conscience sans pour autant signifier leur engagement en cas d'opération militaire.

En Inde où l'on observe avec attention la situation parce que « Taïwan, tout comme l'Inde, est un Etat démocratique en première ligne face à l'agressivité de la Chine et ses tactiques qui visent à provoquer et à intimider sans aller jusqu'au conflit total », comme le rappelait, le 5 octobre, *The Times of India*, certains responsables diplomatiques estiment que le meilleur rempart à un conflit dans le détroit de Taïwan se trouve dans l'intégration de Pékin au traité de libre-échange CPTPP auquel les Taïwanais et les Chinois ont postulé.

A leurs yeux, rien ne fait plus réfléchir les dirigeants chinois que les engagements économiques. Le CPTPP, successeur du Partenariat TransPacifique (TPP) voulu par Barack Obama mais torpillé par Donald Trump, représente potentiellement la zone de libre-échange la plus importante de la planète à laquelle les Etats-Unis ne participent pas et dont la Chine pourrait être le moteur. Ce qui pourrait l'inciter à se montrer moins agressive si sa candidature était avalisée au détriment de celle de Taïwan.

Taïwan : « Les États-Unis entreraient en guerre en cas d'invasion »

ENTRETIEN. Pour l'ancien ministre de la Défense Alain Richard, en visite à Taipei, la France doit aider à prévenir une guerre dans l'Indo-Pacifique.



Alain Richard a été ministre de la Défense entre 1997 et 2002.

© CENG SHOU YI / NurPhoto / NurPhoto via AFP
Propos recueillis par Jérémy André (Taipei)
Publié le 11/10/2021 à 07h00

Surnommé l'année passée par le magazine *The Economist* « l'endroit le plus dangereux sur terre », Taïwan – ou plutôt la volonté chinoise de l'annexer –

inquiète. Les survols d'un nombre record d'avions chinois autour de l'île au début du mois ont rappelé la réalité du risque géopolitique, celui d'un affrontement entre États-Unis et Chine, suite à un incident ou carrément en cas d'invasion chinoise. Par un hasard du calendrier, une visite de 4 sénateurs français, amorcée mercredi 6 octobre, s'est produite dans ce flash de tension accrue. Comme un signe de ces auspices très spéciaux, en début d'année, la publicité du projet avait connu un écho rare pour une très classique mission de diplomatie parlementaire. Le voyage avait été dénoncé par l'ambassade de Chine à Paris comme faisant le jeu de l'« indépendantisme » taïwanais. Une telle délégation n'a pourtant pas l'ambition de bouleverser le statu quo des relations entre Taïwan et la France, ni d'avancer vers une reconnaissance officielle. Les précédentes s'étaient rendues à Taipei dans la décennie passée, sans susciter de réactions chinoises.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Mais, entre-temps, Xi Jinping a lâché la bride à ses diplomates « loups-guerriers ». Le président du « groupe d'amitié » France-Taïwan du Sénat, le LREM Alain Richard, ne s'est pas laissé démonter. Au terme de la visite, nous l'avons interrogé pour savoir comment la France pourrait tracer sa route en Indo-Pacifique, sans se laisser dicter sa voie par les menaces de Pékin, ni sans calquer la politique étrangère des États-Unis. Et sur son diagnostic, d'ancien ministre de la Défense, sur le risque de guerre. Entretien.

Le Point : Pékin a donné de la voix pour s'opposer à votre venue à Taïwan. Après l'échange de lettres avec l'ambassadeur de Chine au début de l'année, y a-t-il eu d'autres avertissements ou pressions ?

Alain Richard : Non. Nous avons fait une visite avec d'autres collègues, moins intense, mais du même esprit, en 2018, sans commentaire formel des autorités chinoises. Les précédents déplacements étaient à l'invitation des autorités taïwanaises. Cette fois-ci, pour la première fois, l'institution sénatoriale prenait l'initiative d'une visite. M. Lu nous a envoyé un courrier en février 2021. « Vous encouragez les tendances indépendantistes à Taïwan », nous a-t-il écrit. Or, les autorités de Taïwan ne se prononcent pas pour l'indépendance. J'ai répondu pour dire que « nous ne nous écartons pas du principe d'une seule Chine ». En ajoutant une petite phrase sur le projet de résolution soutenant la participation de Taïwan aux institutions internationales [adopté par le Sénat en mai, NDLR]. Sous le précédent mandat présidentiel chinois, la Chine avait accepté la présence de Taïwan notamment à l'OMS. L'ambassadeur a répondu que Taïwan est une province de la Chine, qui n'a pas sa place dans les institutions internationales. Ça s'est résumé à ça, et depuis lors, on n'a eu aucun signal, aucun écho dans les feuilles confidentielles habituelles pour dire qu'ils n'étaient pas contents. Nos partenaires du Quai d'Orsay ne nous ont pas particulièrement alertés, et ils ont bien maintenu la position : allez-y.

Je ne porte pas de message.

Comme vous êtes membre du parti présidentiel, certains peuvent imaginer que vous êtes envoyés par l'exécutif. Comment ces visites sont-elles coordonnées avec l'Élysée et le Quai d'Orsay ? Portez-vous un message de la part du président ?

Non, je ne porte pas de message. Nous sommes allés voir le directeur compétent au Quai d'Orsay, pour bien cadrer nos échanges, nos visites et les thèmes qu'on allait aborder, qui étaient principalement économiques. Les bordures à ne pas dépasser, les thèmes qu'il valait mieux ne pas aborder ont été clarifiés aussi. Il n'y avait aucune surprise pour nous.

Vendredi dernier, lors d'une conférence de presse à Taipei, vous avez qualifié d'« alerte » les nombreuses incursions aériennes chinoises, ajoutant qu'il s'agissait de « la menace la plus sérieuse à la stabilité régionale vue depuis longtemps ». De quelle alerte s'agit-il, et pensez-vous que la Chine puisse aller plus loin ?

Que la Chine puisse aller plus loin est une certitude. Son potentiel militaire est beaucoup plus important que de simples incursions d'avions de combat. C'est en particulier le cas de sa marine, qui a connu un développement substantiel et englobe aujourd'hui beaucoup de bâtiments de débarquement, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années. Elle peut agir à proximité immédiate dans le détroit de Taïwan, mais aussi nettement plus loin, étant en situation conflictuelle avec quasiment tous les États riverains de la mer de Chine du Sud. Mais je n'ai aucune donnée spéciale à communiquer sur ce qu'on peut prêter à la Chine comme plan stratégique. La Chine a affirmé la possibilité d'employer la force dans le cas où Taïwan manifesterait son indépendance. Si on connecte ces deux éléments, on a la représentation de ce que les économistes appellent le « flashing point » [point d'ignition].



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Il y a, par ailleurs, eu, en début d'année, la déclaration de l'amiral américain Davidson (alors à la tête du commandement américain en Indo-Pacifique, NDLR), devant le Congrès américain, qui avance la date de 2027 [pour une agression militaire chinoise envers Taïwan, NDLR]. Je retiens de son audition deux informations. La première, c'est que les États-Unis entreraient en guerre en cas d'invasion chinoise de Taïwan. La deuxième, c'est qu'ils risqueraient de ne pas avoir le dessus. En France, un officier de ce rang ne se serait pas exprimé publiquement de cette façon sans l'accord du président de la République. Était-ce le cas à Washington en février ? Je n'en sais rien.

Après la reprise en main de Hong Kong, êtes-vous d'accord pour dire que l'annexion de Taïwan est la prochaine étape pour Pékin ?

Non, je ne fais pas ce pronostic, c'est du marc de café. Il n'y a pas de clarté stratégique. Xi Jinping vient encore de formuler l'objectif d'une réunification pacifique, ce qui crée une sorte de contraste ou de stéréo par rapport à la multiplication des incursions d'avions de combat.

En tant qu'ancien ministre de la Défense, et au vu de vos rencontres de cette semaine, comment voyez-vous la capacité de Taïwan à se défendre seul ?

Je ne voudrais pas me risquer à une affirmation de ce genre. Je ne suis pas un stratège professionnel, je n'ai pas accès à des informations classifiées. Mais tout le monde voit qu'il y a une disproportion de force. Après, ce ne serait pas la première fois dans l'histoire des conflits que, malgré une disproportion de force, il pourrait y avoir une résistance victorieuse. L'histoire des 60 dernières années montre d'ailleurs que les initiatives guerrières de la Chine communiste n'ont pas été que des succès, et les succès ont été particulièrement coûteux en hommes. Le sujet majeur serait en effet de savoir quelle est l'analyse que font les États-Unis de l'application de leurs engagements antérieurs unilatéraux de protection de Taïwan. Honnêtement, je n'ai pas de commentaire éclairé à faire pour savoir si ces intentions sont aujourd'hui certaines.

Sur les télévisions françaises se pose souvent la question d'une intervention française ou européenne, en cas d'agression. Que feraient la France et l'Europe en cas de conflit ?

Ce n'est pas un sujet de déclaration publique pour moi.

La France a récemment renouvelé le contrat de maintenance des Mirage 2000, vendus en 1992 à Taïwan. Peut-on y voir une forme de soutien de Paris aux efforts de défense du gouvernement taïwanais ?

Oui. Les contrats de livraison de matériel de haut niveau, aussi bien naval qu'aérien, correspondent à une période ancienne (Taïwan a acheté six frégates Lafayette en 1991 et 60 Mirage 2000 l'année suivante, NDLR). C'était d'ailleurs une inflexion dans les rapports avec la Chine (dans les années 1990, après le massacre de la place Tian'anmen de 1989, NDLR), puisque c'était la première fois qu'on envisageait d'assister l'une des parties au conflit depuis 1949. L'application de ces contrats a donné lieu à des réactions problématiques aussi bien à Taïwan qu'à Paris. S'est ensuivie une longue période de distance, de liens fragilisés, bien que les services dépendants de la défense aient toujours maintenu le personnel d'assistance technique prévu par les contrats. Mais, au cours des dernières années, j'ai observé que l'attitude de freinage des autorités françaises avait cessé. Le feu vert a été donné pour procéder à la vente de matériels d'équipements qui permettront de mettre à jour les performances de ces matériels : il s'agit d'une décision prise politiquement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

La France est un acteur majeur en Indo-Pacifique. Pourtant, Taïwan est à peine mentionné dans ses documents stratégiques. Est-ce un angle mort de la stratégie française dans la région ?

Non. Dans ce type de documents, les choses qui comptent sont toujours implicites. Comme dans les livres blancs de la défense, qui sont toujours des successions sur 100 pages de sous-entendus. Taïwan fait partie de l'ensemble géopolitique de l'Indo-Pacifique. L'intention pour nos autorités de faire de cet espace, extrêmement étendu, un lieu de définition d'une stratégie correspond à cette donnée nouvelle qu'est la montée en puissance des autorités chinoises, productrice d'un besoin de prévention de conflits. Et quand on parle d'Indo-Pacifique, il y a 4 ou 5 puissances avec lesquelles on doit travailler en partenariat si on veut être pertinent, notamment les États-Unis et l'Australie, mais aussi le Japon et l'Inde.

La stratégie que notre pays cherche à mettre en place est une stratégie de prévention.

Après le choc de l'annonce de l'Aukus, l'accord entre États-Unis, Australie et Royaume-Uni, et la perte du contrat de sous-marins vendus par la France à l'Australie, il y a eu des appels à redéfinir la stratégie Indo-Pacifique de la France. Peut-on vraiment trouver une troisième voie, défendant les intérêts de la France mais non alignée sur les États-Unis, quand une dictature menace une démocratie comme Taiwan et quand nos alliés américains et partenaires australiens sont exposés ?

Je le pense. La stratégie que notre pays cherche à mettre en place est une stratégie de prévention, qui ne passerait pas par la construction d'une alliance militaire univoque comme celle qui semble avoir été conclue entre les États-Unis et l'Australie. Le Japon et l'Inde sont des partenaires stratégiques qui comptent et qui, eux aussi, renforcent leur potentiel dans cet ensemble stratégique. Ils ne sont pas non plus enclins à conclure une alliance militaire et privilégient, comme nous, une approche stratégique différente. Est-ce que cela veut dire que ces deux approches sont durablement incompatibles ? Ce serait très prématuré de le dire. Et, bien entendu, si une des parties du jeu stratégique engage une agression, il y a de fortes chances pour que les différences stratégiques s'effacent.

Aux États-Unis, dans la foulée du communiqué de Shanghai de 1972, les parlementaires ont clarifié la position des États-Unis sur le principe d'une seule Chine. Est-ce que les parlementaires français pourraient faire le même travail ?

Non. Il faut rappeler que la diplomatie parlementaire peut se séparer de la position gouvernementale. Aux États-Unis, le Congrès peut voter quelque chose sans que cela entre dans la politique extérieure réelle des États-Unis. En France, nous avons, de même, l'outil de la résolution depuis la réforme constitutionnelle de 2008. Les deux chambres, quelle que soit leur majorité, en ont toujours fait un usage très prudent et très réfléchi. Bien entendu, l'un ou l'autre peut proposer une option aventureuse, pour en faire une prise de position parlementaire qui n'aurait aucun effet. Ce n'est pas le conseil que je donnerais. Il y a quelques mois, une résolution a proposé la reconnaissance d'une nouvelle entité étatique qui aurait été le Haut-Karabakh. Je suis intervenu pour expliquer que ce n'était pas une bonne idée. Cela me paraît être l'exemple même du coup d'épée dans l'eau.

Vous avez semblé, par contre, annoncer soutenir le changement de nom du bureau de Taipei en France en Bureau de Taïwan.

Je n'ai pas dit ça.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Est-ce que vous pourriez préciser ce que vous souhaitez dire ?

De mon point de vue, à partir du moment où une entité politique, ce qui est le cas de Taïwan, s'est donné un nom, il faut des arguments très forts pour lui en imposer un autre. Je n'ai pas fait de recommandations diplomatiques au gouvernement de mon pays.

Quand il y a de tels changements de nom, comme aux États-Unis et en Lituanie, où des annonces ont été faites, Pékin accuse les Occidentaux d'être ceux qui changent le statu quo. Que répondez-vous à ces accusations ?

Il faut reconnaître tout de même que nos amis taïwanais eux-mêmes ont franchi les différentes étapes dans l'utilisation de leur propre nom. En 1949 et dans les années qui ont suivi, le nom était la « République de Chine ». Et il n'a pas totalement disparu. Je ne sais pas aujourd'hui quelle est la volonté totalement arrêtée et, peut-être, qu'elle n'est pas stabilisée justement, des autorités taïwanaises pour choisir leur nom. Et c'est compréhensible vu le climat de tension et la démarche forcément souhaitable de prudence et de responsabilité qui est celle du gouvernement et de la présidente de Taïwan. Je me borne à faire l'observation que, aujourd'hui, à la suite d'une longue transition, l'usage commun et souhaité par les Taïwanais est que leur nom d'identification soit Taïwan. Et il me semble que c'est plutôt à eux de faire un choix de dénomination qui leur paraisse convenable dans cette situation statutaire qui n'est pas celle d'un État. Libre ensuite aux États partenaires de suivre cette recommandation. À ma connaissance, les autorités de Taïwan n'ont pas demandé à Paris de changer le nom de leur représentation en « Bureau de Taïwan ». Mais j'ai bien l'impression qu'elles le souhaitent.

Joe Biden se dit prêt à soutenir militairement Taïwan en cas de conflit avec la Chine



Claude Leblanc - 2 Octobre 2021 à 12h46

Le président américain rompt avec la politique d'ambiguïté stratégique, en déclarant qu'il riposterait à une attaque de Pékin



Joe Biden lors d'un échange retransmis sur CNN avec des électeurs à Baltimore, le 21 octobre 2021.

© Sipa Press

Le Parlement européen a adopté à une très large majorité un rapport sur les relations politiques et la coopération entre l'Union européenne et Taïwan. Il s'agit de montrer que l'UE est prête à renforcer sa relation avec Taïpei, notamment à travers un accord bilatéral d'investissement qui pourrait faire écho à celui conclu avec la Chine fin 2020, mais dont la ratification a été suspendue par le Parlement de Strasbourg.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Les téléspectateurs américains ont peut-être assisté à un moment historique, jeudi, lorsque Joe Biden a déclaré que les Etats-Unis prendraient la défense de Taïwan si la Chine décidait de mener une attaque contre l'île. « Nous sommes engagés à le faire », a affirmé le président américain, interrogé sur CNN.

Cette posture rompt avec l'ambiguïté stratégique dans laquelle s'est tenu Washington depuis des décennies. Aucun texte juridique n'impose aux Etats-Unis de défendre militairement Taïwan en cas d'invasion par les troupes chinoises. Leur seule obligation, bien qu'ils n'aient plus de relations diplomatiques avec Taipei, est d'aider les autorités taïwanaises à se défendre en leur fournissant notamment des armes. Les Américains ne s'en sont d'ailleurs pas privés, notamment sous le mandat de Donald Trump.

Par le passé, lors de séquences très tendues entre les deux rives du détroit de Taïwan, la flotte américaine a été déployée pour inviter Pékin à faire preuve de retenue.

La stratégie de Vladimir Poutine avec l'Iran



[Pascal Airault](#) - 13 Octobre 2021 à 06h00

Le maître du Kremlin cherche à enrayer la prolifération nucléaire en Iran en lui offrant, en échange, un partenariat stratégique



Vladimir Poutine © Sipa Press

L'Iran a annoncé lundi la signature dans les prochains mois d'un partenariat stratégique avec la Russie, sept mois après la conclusion d'un accord similaire avec la Chine dans le cadre de sa politique orientale. Vladimir Poutine, profite de sa proximité à Téhéran pour jouer un rôle dominant dans la reprise des négociations sur le nucléaire.

Après la Chine, l'Iran se rapproche un peu plus de la Russie. Le 27 mars, Téhéran et Pékin ont scellé un partenariat stratégique (notamment dans les infrastructures et l'énergie) pour une durée de 25 ans. Le 11 octobre, l'Iran et la Russie ont annoncé la conclusion d'un accord global de partenariat pour les vingt prochaines années.

« Entre l'Iran, la Chine et la Russie, l'axe oriental se dessine », a salué Saïd Khatibzadeh, le porte-parole de la diplomatie à Téhéran. Pour Ali Akbar Velayati, principal conseiller du guide suprême iranien, l'Iran a besoin de la puissance militaire de la Russie ainsi que de son influence diplomatique sur la scène internationale. Elle attend davantage en matière d'investissements de la puissance économique chinoise.

L'annonce d'un accord russo-iranien intervient dans le contexte de l'arrivée au pouvoir du président Ebrahim Raïssi.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

« Le partenariat stratégique n'est pas nouveau, confie l'iranologue Clément Therme, chargé de cours de Sciences Po. La Russie coopère déjà avec l'Iran en matière de sécurité, de nucléaire civil, de spatial et souhaite ouvrir de nouveaux volets dans l'aviation civile, la cybersécurité, la santé ».

Les échanges russo-iraniens sont estimés à plus 2 milliards de dollars. L'Iran exporte vers la Russie de l'agroalimentaire (fruits, légumes, lait) et des métaux. De son côté, la Russie vend à son voisin des machines, des biens agricoles, des produits ferreux. Le groupe russe Rosatom participe au projet de construction des centrales nucléaires iraniennes, en particulier sur le complexe de Bushehr.

« La Russie joue un rôle constructif dans la négociation sur le nucléaire alors qu'elle partage les intérêts des Occidentaux pour empêcher l'Iran d'accéder à la bombe atomique, ajoute Clément Therme. Elle n'a pas intérêt à ce que le niveau de conflictualité débouche sur un affrontement armé. Elle a aussi besoin d'une levée des sanctions pour accroître ses échanges avec l'Iran »

Le Kremlin a encouragé l'adhésion de l'Iran à l'Union économique eurasiatique, vaste zone de libre échange ouverte sur son flanc sud. Le guide suprême Ali Khamenei a formalisé sa stratégie orientale en 2018 dans le concept « Regards vers l'Est ». Le gouvernement d'Ebrahim Raïssi place aussi beaucoup d'espoir dans la promesse d'adhésion de son pays à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), entité politique et économique comprenant la Russie et la Chine.

Téhéran compte sur ces nouvelles alliances pour contourner les sanctions américaines. « La Russie fait elle-même l'objet de sanctions depuis son invasion de la Crimée, ajoute Clément Therme. L'Iran considère que la Russie peut résister aux pressions américaines et qu'il y a une solidarité entre pays sanctionnés ». La politique de « pression maximale » de l'administration américaine n'a pas eu les résultats escomptés : l'Iran continue à écouler discrètement une partie de son brut, augmente sa production de métal, poursuit la construction de nouveaux ports et chemins de fer avec l'aide de la Chine. L'« économie de résistance », mise en avant par le régime, lui offre des marges pour demander davantage de concessions à Washington dans les discussions à venir pour le rétablissement de l'accord sur le nucléaire de 2015.

Facilitateur. Le Kremlin se place donc en facilitateur des discussions. Les négociateurs américains et ceux de la république islamique ne se parlent pas directement. Cela confère aux diplomates russes une position importante dans les négociations. Ils peuvent relayer des messages américains aux Iraniens et, parallèlement, demander aux Etats-Unis de faire des gestes à l'égard de Téhéran.

« La Russie s'oppose aux tentatives de certains pays de lier la préservation de l'accord nucléaire iranien aux concessions de Téhéran sur d'autres questions (NDLR : balistique, influence régionale de l'Iran) », a déclaré Sergueï Lavrov, le patron de la diplomatie russe, lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, à l'issue de leur entretien à Moscou, le 6 octobre.

Le département du Trésor américain a retiré vendredi dernier certaines entreprises iraniennes autrefois sanctionnées par l'administration Trump pour leur implication présumée dans le programme de missiles balistiques iraniens. Mais Téhéran veut beaucoup plus. Elle souhaite notamment le dégel de ses avoirs aux Etats-Unis, en Corée du Sud et au Japon.

Un dégel de ces avoirs par l'administration Biden compliquerait la relation de Washington avec son allié israélien, partisan d'une ligne dure à l'égard de Téhéran.



L'Otan adopte un plan pour se défendre contre de potentielles attaques russes

l'Opinion - 22 Octobre 2021 à 06h41

Cette stratégie, sur laquelle les ministres de la Défense de l'Otan se sont entendus jeudi 21 octobre, vise notamment à se préparer à une attaque simultanée dans les régions de la Baltique et de la mer Noire



Siège de l'OTAN à Bruxelles

© Sipa Press

Le torchon continue de brûler entre l'Otan et la Russie. Si bien que jeudi 21 octobre, les ministres de la Défense de l'Otan ont approuvé un nouveau plan directeur pour se défendre contre toute attaque russe menée sur plusieurs fronts. L'Alliance réaffirme ainsi sa volonté de dissuasion vis-à-vis de Moscou, malgré l'intérêt croissant porté à la Chine. Cette stratégie va au-delà des plans de défense régionaux existants et vise à se préparer à une attaque simultanée dans les régions de la Baltique et de la mer Noire, incluant éventuellement des armes nucléaires, le piratage de réseaux informatiques ou des attaques lancées de l'espace.

« Nous continuons de renforcer notre alliance avec des projets meilleurs et modernisés », a déclaré le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, à l'issue de la réunion. Un fonds d'un milliard de dollars a aussi été adopté comme base de financement du développement de nouvelles technologies numériques. Toutefois, les responsables de l'Otan soulignent qu'ils ne considèrent pas comme imminente une quelconque attaque russe.

Défense. Moscou nie de son côté toute intention belliqueuse et affirme que c'est l'Otan qui risque de déstabiliser l'Europe avec de tels préparatifs. Mais selon des diplomates, un tel « concept de dissuasion et de défense dans la zone euro-atlantique » - et son plan de mise en oeuvre - est nécessaire alors que la Russie développe des systèmes d'armes avancés et déploie des troupes ainsi que du matériel près des frontières de pays membres de l'Alliance.

En mai, la Russie a déployé quelque 100 000 soldats à sa frontière avec l'Ukraine, la démonstration de force la plus significative depuis que Moscou a annexé la Crimée en 2014, selon des responsables occidentaux. En septembre, la Russie a utilisé de nouveaux robots de combat lors de vastes exercices militaires avec la Biélorussie, qui ont particulièrement alarmé les pays baltes. De plus, Moscou a aussi dévoilé récemment un missile hypersonique capable de transporter une tête nucléaire et de déjouer les systèmes de détection actuels.

(Avec Reuters)



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Désinfox - Non, l'Otan n'a pas pour objectif secret d'attaquer la Russie

Moscou a annoncé lundi suspendre sa coopération avec l'Otan à cause de sa politique qu'elle juge "agressive" et "hostile" à son égard. L'Alliance, elle, se défend de "préparer une guerre".

La Russie a décidé de mettre fin lundi à toutes ses relations officielles avec l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord), que ce soit sa propre mission de représentation au sein du siège de Bruxelles ou bien celle de l'Otan - accueillie par l'ambassade de Belgique - à Moscou. Celle-ci faisait le lien entre l'Alliance à Bruxelles et le ministère russe de la Défense. Cette coopération, lancée à la chute de l'URSS en 1991, devrait prendre fin à compter du mois de novembre.

La Russie justifie cette décision par la politique "agressive" et "hostile" de l'Otan à son égard, tandis que l'Otan se plaint des "activités malveillantes" de son partenaire. De son côté, l'Alliance rappelle sur son site qu'elle est "une alliance défensive, qui a pour mission de protéger ses pays membres" et qu'elle n'est pas là pour "préparer une guerre".

Voici cinq points pour comprendre l'action de l'Otan et la rhétorique russe.

1. L'Otan ne dispose pas de bases dans le monde entier, comme l'affirme la Russie. C'est ce que laisse régulièrement entendre la Russie. Sur son site, l'Otan précise que son infrastructure militaire est limitée à ses 30 États membres ainsi qu'à l'Afghanistan et le Kosovo où elle soutient des missions. Ce qui n'empêche pas les États membres de posséder des bases militaires à l'étranger grâce à des accords bilatéraux.

"L'OTAN dispose de bureaux de liaison civils dans certains pays partenaires, comme la Géorgie, l'Ukraine et la Russie. Ces éléments ne peuvent nullement être considérés comme des bases militaires", insiste l'Alliance.

Cette présomption de base militaire en Géorgie ou en Ukraine est particulièrement vigoureuse en Russie. C'est d'ailleurs un tel bureau de liaison qui va être fermé à Moscou d'ici le 1er novembre, accueilli au sein de l'ambassade de Belgique. Dans le cas de la Géorgie, un centre de formation militaire de l'Otan a été inauguré en 2015.

2. La Russie ne respecte pas les règles de transparence des exercices militaires. Mi-septembre, les attachés militaires des pays de l'Otan n'ont pas été invités aux exercices militaires russo-biélorusses (Zapad 2021) qui auraient rassemblé plus de 200 000 militaires de Russie, d'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, d'Inde et de Mongolie. Le porte-parole de l'Otan, John Kirby, avait alors pointé le manque de transparence des exercices de la Russie.

"Tout pays a le droit de conduire des exercices, mais il est important qu'il le fasse en toute transparence et dans le respect de ses obligations internationales", indique ainsi le site de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. La Russie, en tant que membre de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a signé le Document de Vienne qui indique : "Si un exercice mobilise plus de 9 000 personnels, il fait l'objet d'une notification, et s'il mobilise plus de 13 000 personnels, des observateurs des États de l'OSCE doivent être invités à y assister." Cela n'a jamais été respecté par la Russie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Le dernier exercice russo-bélarus de 2017 (Zapad) qui avait rassemblé quelque 13 000 militaires avaient déjà suscité l'ire de l'Otan, qui n'avait pas été informée de l'ampleur de la manœuvre. A l'inverse, les exercices militaires de l'Otan sont annoncés à l'avance et ont lieu en présence d'observateurs internationaux. En 2016, des experts militaires russes avaient assisté à une dizaine d'exercices.

3. L'Otan a tenté un dialogue avec la Russie depuis la fin de la guerre froide. Cela n'aura pas été faute d'avoir essayé. Depuis la chute de l'URSS, l'Otan a encouragé le dialogue plutôt que la confrontation avec la Russie post-soviétique. "En 1997, l'OTAN et la Russie ont signé l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles, par lequel a été institué le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie. En 2002, ce cadre a été renforcé, avec la création du Conseil OTAN-Russie (COR)", précise l'Alliance sur son site.

Et d'ajouter : "Notre volonté était de bâtir de bonnes relations avec la Russie. L'OTAN et la Russie ont collaboré dans des domaines tels que la lutte antidrogue, la lutte contre le terrorisme, le sauvetage des équipages de sous-marins, ou encore les plans civils d'urgence."

Après la crise de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, l'Otan a suspendu sa coopération militaire avec le pays, sans toutefois fermé ses canaux de communication comme vient de le faire l'ex-État soviétique.

4. L'Otan ne prépare pas d'attaque contre la Russie. L'imminence d'une attaque de l'Otan est un autre argument récurrent dans le discours russe. Des allégations "absurdes" selon l'Alliance. "L'OTAN est une alliance défensive, qui a pour mission de protéger ses pays membres, insiste-t-elle. Nos exercices et nos déploiements militaires ne sont pas dirigés contre la Russie – ni contre aucun autre pays."

Il est vrai qu'après l'annexion de la Crimée par la Russie, des forces militaires de l'Otan ont été déployées dans les États baltes et en Pologne. "Ces forces, présentes par rotation, sont défensives et proportionnées, se défend l'Otan. Elles ne peuvent être comparées aux trois divisions que la Russie a mises en place dans ses districts militaires Ouest et Sud."

Et l'Otan de rappeler son ouverture au dialogue : "Nous avons tenu sept réunions du Conseil Otan-Russie depuis avril 2016. Parler à la Russie nous permet d'expliquer clairement nos positions."

5. L'Otan n'encerclé pas la Russie

La Russie se sent "encerclée" par les forces de l'Otan. Mais il convient de faire un point sur la géographie. Les frontières de cet immense pays s'étendent sur près de 20 000 kilomètres et seulement 1 215 kilomètres de ces frontières sont communes avec des membres de l'Otan. Seuls 5 pays frontaliers de la Russie sur 14 font partie de l'Alliance.

"L'Alliance ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Russie, insistent ainsi les chefs d'État de l'Otan lors du sommet de Varsovie en 2016. Mais nous ne pouvons transiger et ne transigerons pas sur les principes sur lesquels reposent notre Alliance et la sécurité de l'Europe et de l'Amérique du Nord".

A l'inverse, l'Otan perçoit une volonté de la Russie d'encercler l'Europe de l'Est en maintenant une présence militaire en Géorgie, en Moldavie et en structure en 2020.



Russie-Afrique : Wagner, enquête sur les mercenaires de Poutine

Incontournable au Soudan et en Centrafrique, présente en sous-main au Sahel, cette société de sécurité privée officieuse liée au maître du Kremlin est de plus en plus active sur le continent. De Khartoum à Bamako, en passant par Bangui et Saint-Pétersbourg, plongée dans le monde interlope des vrais-faux mercenaires.

L'ambiance est à nouveau festive à la brasserie Le Kiss. En cette soirée du 20 avril, à une centaine de mètres du « point kilométrique zéro », au cœur de Bangui, quelques véhicules sont encore garés devant le bar-cabaret de trois étages, un des meilleurs établissements de la ville. Les lumières du bâtiment éclairent la nuit. En contrebas, l'avenue du colonel Adrien-Conus est déserte. Il est près de 20 heures : le couvre-feu ne va pas tarder à entrer en vigueur. Mais quelques clients, des habitués, n'ont aucune intention de vider les lieux.

Le colonel Vassili a pris l'habitude de faire peu de cas de l'interdiction de circuler. Au volant de son pick-up blindé, cet officier russe au visage juvénile et à la chevelure blonde se sent un peu comme chez lui sur les routes de la capitale. Invité au Kiss, il a décidé de profiter de la nuit. Bon vivant et bien bâti, amateur de plaisirs alcoolisés, l'homme est habillé en civil pour l'occasion. Plusieurs fois, un verre de vin à la main, il trinque au décès d'Idriss Déby Itno, intervenu deux jours plus tôt, et dont il semble se réjouir. Quelques participants grimacent. Si le maréchal n'était pas dans le cœur de tous les Banguissois, célébrer le trépas du voisin a quelque chose d'irrespectueux.

WAGNER GROUP A PLACÉ SES HOMMES DANS TOUS LES CERCLES DU POUVOIR

Tout à sa soirée et aux deux convives assis avec lui, le colonel n'en dédaigne pas pour autant quelques obligations. Par deux fois, son téléphone le rappelle à la réalité. Identité du contact : Faustin-Archange Touadéra. Le président centrafricain a besoin d'informations. Il souhaite connaître l'avancée des troupes de supplétifs russes sur les terrains d'opération du pays face aux rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement – CPC, alliance de groupes armés coordonnée par François Bozizé. Or Vassili, dont peu connaissent le nom complet, est l'homme qu'il lui faut : il est l'un des responsables des mercenaires affiliés à la société de sécurité Wagner, dont il est membre de l'état-major.

Habitué à dialoguer avec le président, le colonel le rassure, brièvement. Ses hommes ont le dessus. L'armée centrafricaine, qui laisse à ses alliés russes la primauté du front, ne devrait pas tarder à pouvoir avancer à son tour et à occuper officiellement les positions conquises. Vassili raccroche et retourne à son verre de vin. La soirée se poursuit, au-delà du couvre-feu. L'homme a suffisamment d'influence pour permettre au cabaret de transgresser le règlement en vigueur. Privilège du pouvoir. Mais qui est donc cet inconnu de la quasi-totalité des Banguissois ?

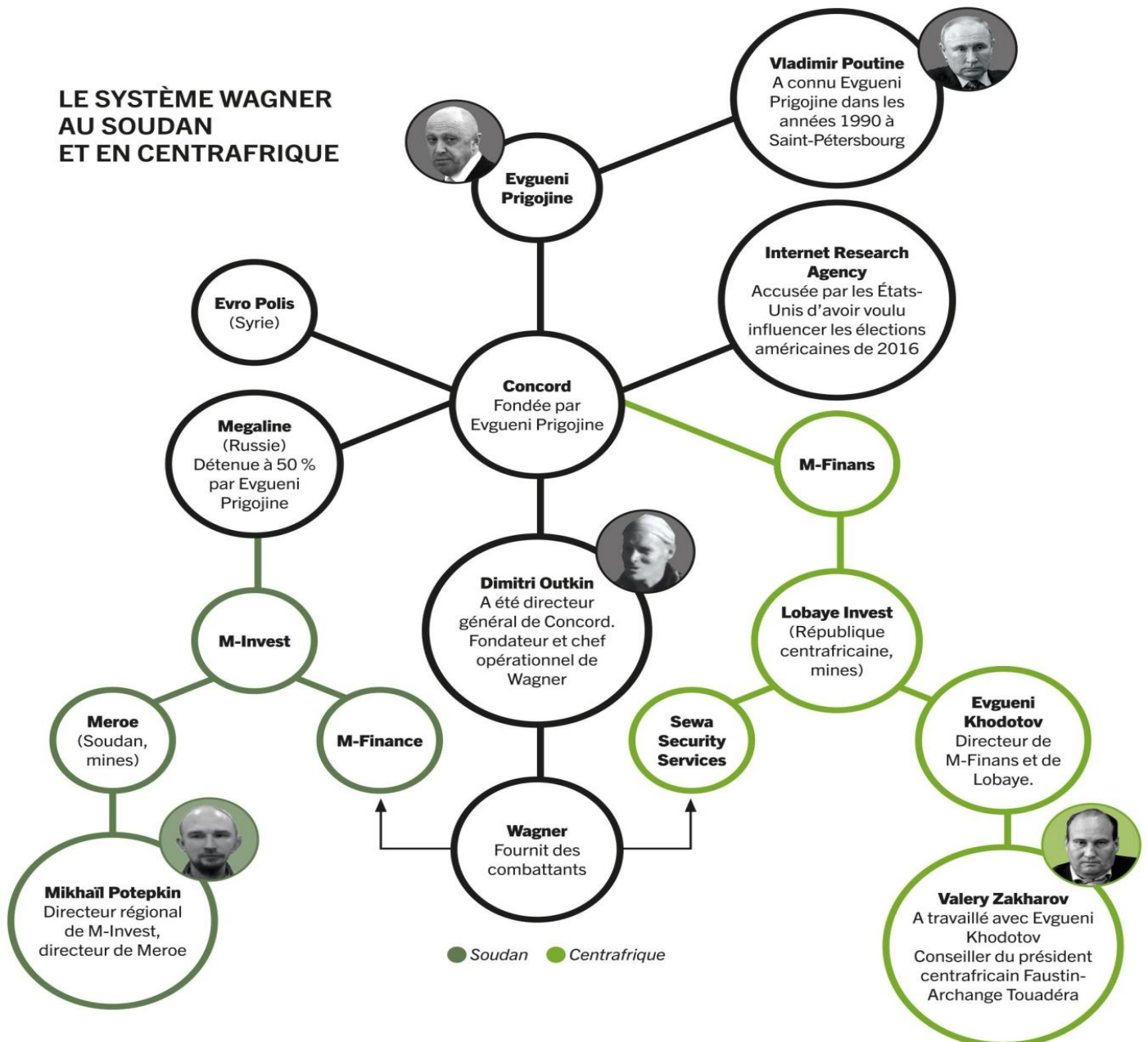
« Il a le contact direct et régulier avec le président et est un membre haut placé de l'état-major de Wagner en Centrafrique », résume une source de Jeune Afrique ayant bavardé avec lui. Est-il le « patron » de ladite Wagner en terres centrafricaines ? Si sa connaissance des opérations plaide pour cette hypothèse, inutile de chercher une confirmation : officiellement, la société de sécurité – un statut officiellement illégal en Russie – n'opère pas en Centrafrique. La réalité est pourtant tout autre : Wagner Group a entamé la conquête de Bangui voici trois ans. Et si la société y est aujourd'hui si puissante, c'est qu'elle a placé ses hommes dans tous les cercles du pouvoir.



Kalachnikov, Makarov et lance-roquettes

Comment Wagner est-elle devenue omniprésente ? En septembre 2017, la France propose de livrer aux Forces armées centrafricaines 1 500 kalachnikovs confisqués au large de la Somalie par sa marine un an et demi plus tôt. La Centrafrique étant sous embargo des Nations unies pour les armes, la décision doit être approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Et voilà que Moscou, qui dispose d'un droit de veto, s'oppose au projet. Pour sortir de l'impasse, Paris conseille discrètement à Faustin-Archange Touadéra de plaider sa cause auprès du géant russe. En octobre, le Centrafricain rencontre à Sotchi le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Le Kremlin accepte de lever son veto. Il en profite pour faire une entrée fracassante dans l'épineux dossier centrafricain.

LE SYSTÈME WAGNER AU SOUDAN ET EN CENTRAFRIQUE





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Lavrov propose en effet un accord bien plus large qu'une « simple » levée de veto. La Russie accepte de peser de tout son poids pour faire lever l'embargo dont Bangui espère de longue date un assouplissement. En échange, elle attend un retour sur investissement. Parmi les clauses de l'accord, qui, à l'époque, ne sont pas rendues publiques : la création d'une société minière russe en Centrafrique ou encore l'exploitation par les Russes d'un aérodrome dans la région de Ouadda. En janvier 2018, une première livraison d'armes est effectuée par un avion-cargo Iliouchine 76. Puis les transferts se succèdent : 6 200 kalachnikovs, 900 pistolets automatiques Makarov, 270 lance-roquettes et 20 canons antiaériens en moins de deux mois.

Surtout, les premiers « conseillers » russes débarquent sur le sol centrafricain. Et deux sociétés, au minimum, y obtiennent leurs premiers contrats : Lobaye Invest, créée dès octobre 2017, et sa filiale chargée d'assurer sa sécurité, Sewa Security Services. En juin et en juillet 2018, Léopold Mboli Fatran, le ministre des Mines, accorde à Lobaye Invest des autorisations de reconnaissance minière dans les régions de Yawa et de Pama. D'autres suivent pour les régions de Ndele, Bria, Birao et Alindao. Quelle connexion entre cette société minière et le groupe Wagner ? Un homme, directeur gérant de Lobaye Invest, attire rapidement l'attention : Evgueni Khodotov, un sexagénaire discret qui ne fait guère parler de lui à Bangui.

Ex-policier de Saint-Pétersbourg né en 1964, le patron de Lobaye travaille cependant dans l'ombre en étroite collaboration avec son compatriote Valery Zakharov, ancien des renseignements militaires russes (GRU) et conseiller du président Touadéra depuis juin 2018. Surtout, Khodotov est à la tête d'une autre société, M-Finans. Or cette dernière opère au nom d'une entreprise russe baptisée Concord, elle-même considérée comme la plaque tournante des activités d'un oligarque bien connu : Evgueni Prigojine, un intime de Vladimir Poutine, qui a favorisé dès les années 1990 son ascension dans le secteur de la restauration – jusqu'à en faire le fournisseur du Kremlin –, puis dans celui de la défense.

WAGNER GROUP AURAIT ÉTÉ CRÉÉ EN 2013-2014 PAR DIMITRI OUTKIN, ANCIEN LIEUTENANT-COLONEL DU GRU AUX SYMPATHIES NAZIES

Ancien patron de fast-food – il a fait fortune dans les hot-dogs à la chute de l'URSS –, condamné pour escroquerie et incitation à la prostitution en 1981 et libéré neuf ans plus tard, le « cuisinier de Poutine » aurait surtout obtenu de lucratifs contrats – se chiffrant en milliards de dollars – avec le ministère de la Défense russe. Il est à ce titre considéré comme le financier de Wagner, groupe dont la création au détour des années 2013 et 2014 est souvent attribuée à un de ses proches aux sympathies néonazies, l'ancien lieutenant-colonel des forces spéciales et du GRU Dimitri Outkin.

« Dès 2018, on a vu arriver les “conseillers” et les entreprises contrôlées par Prigojine », se souvient un diplomate à Bangui. En France, au Quai d'Orsay, plusieurs notes sont rédigées sur la montée de l'influence russe. On s'inquiète de voir Valery Zakharov convoquer des ministres et s'afficher comme principal conseiller du président, qui s'est entouré d'une garde recrutée par Sewa Security Services. Mais la hiérarchie de Paris, sûre de sa relation historique avec la Centrafrique, choisit de minimiser. Pendant ce temps, les hommes de Prigojine, conseillés par un GRU dont beaucoup sont proches (le premier camp d'entraînement de Wagner en Russie était situé à proximité de Krasnodar et d'une base du GRU), jouent leur partition à merveille.

Exploitant le sentiment antifrançais, n'hésitant pas à soutenir la propagande hostile à Paris, Zakharov et ses hommes placent leurs pions avec un objectif en tête : les retombées financières qu'ils espèrent obtenir pour les entreprises liées à Wagner. « Ils avaient conquis Bangui. Mais il leur restait un problème : comment tirer parti de leur influence sur Touadéra et, surtout, profiter du sous-sol centrafricain, alors que le pays était encore contrôlé majoritairement par les groupes armés ? » résume une source diplomatique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

TRACTATIONS SECRÈTES, ARGENT LIQUIDE, RÉSEAUX DE RENSEIGNEMENTS LOCAUX... UNE HISTOIRE DIGNE D'UN ROMAN D'ESPIONNAGE

Une solution s'impose rapidement : utiliser leur influence sur un voisin de la Centrafrique, le Soudan. À Khartoum, le poids de la Russie et de Wagner n'a en effet cessé de croître durant les dernières années au pouvoir d'Omar el-Béchir, lequel fait face à l'hostilité des États-Unis, soutien du voisin sud-soudanais depuis son indépendance. Alors Wagner et Prigojine décident d'utiliser la tête de pont soudanaise pour passer un cap en Centrafrique. Tractations secrètes, argent liquide, réseaux de renseignements locaux... L'histoire est digne d'un roman d'espionnage.

Plusieurs concessions minières

Août 2018. À Khartoum, le bâtiment de la direction des renseignements militaires attend une rencontre au sommet. À la manœuvre, le patron des lieux : Jamal Aldin Omar. Depuis plusieurs mois, ses hommes ont pris contact avec les chefs de groupes armés centrafricains, dont Nouredine Adam et Ali Darassa. De discrets allers et retours ont été effectués en hélicoptère entre la capitale soudanaise et la brousse centrafricaine. À ses interlocuteurs, Jamal Aldin Omar explique que Khartoum est prêt à accueillir un dialogue entre le gouvernement de Bangui et les rebelles qui combattent Faustin-Archange Touadéra. Surtout, il se dit soutenu par un allié de poids : Moscou.

Depuis 2013, le soutien russe à Khartoum ne s'est en effet pas démenti. Des mercenaires ont rapidement été repérés, notamment lors de répressions de manifestations, et jusqu'à 300 hommes ont été employés par une société du nom de M-Finance, laquelle a passé un contrat avec les autorités russes pour utiliser des avions militaires et les faire venir au Soudan. Derrière ces mercenaires, Wagner, implantée à travers trois sociétés : M-Finance, M-Invest et Meroe Gold, qui détient plusieurs concessions minières dans le pays. Comme M-Finans en Centrafrique, M-Invest est connectée à Concord, via Megalite, une autre entreprise du système d'Evgueni Prigojine.

« Les systèmes sont les mêmes en Centrafrique et au Soudan, avec des sociétés locales liées à d'autres entreprises connectées à Concord et à Prigojine », explique une source sécuritaire. Si Evgueni Khodotov est l'homme de Wagner à Bangui, un autre homme agit en sous-main à Khartoum, à la tête de M-Invest et de Meroe Gold. Il se nomme Mikhaïl Potepkin. Bras droit local de l'oligarque de Saint-Pétersbourg, il a par le passé été lié à des opérations de propagande sanctionnées par les autorités américaines, et l'une de ses présumées complices, Anna Bogatcheva, est toujours recherchée par le FBI. Il est aussi un ancien employé de l'Internet Research Agency et a été membre de la Fondation de la protection des valeurs nationales, deux organisations liées à Evgueni Prigojine.

EN AOÛT 2018, PRIGOJINE PARRAINE L'ACCORD DE KHARTOUM ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN ET PLUSIEURS GROUPES ARMÉS

En ce jour d'août 2018, dans le secret du siège des renseignements militaires soudanais, Potepkin est bien présent. Mais il n'est pas seul à prendre place dans la salle de réunion climatisée mise à disposition par Jamal Aldin Omar. Entouré d'une quinzaine de gardes du corps en uniforme, Evgueni Prigojine a fait le déplacement. Le sexagénaire connaît bien Khartoum. Il s'y rend régulièrement à bord de son jet privé, emmenant avec lui deux autres aéronefs, pour ses hommes et pour ses bagages.

À ses côtés, son bras droit Dimitri Outkin, mais aussi Valery Zakharov, l'homme de Bangui, lui-même accompagné par le jeune Dimitri Sytyi, qui lui sert d'interprète mais qui est aussi l'homme des opérations de propagande en terres centrafricaines. En face d'eux, la plupart des chefs des groupes armés de Centrafrique



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

ont répondu à l'invitation faite par Khartoum au nom des hommes de Wagner. Ali Darassa est présent, tout comme Abdoulaye Hissène, Mahamat al-Khatim, Noureddine Adam ou encore Maxime Mokom.

Selon plusieurs sources, tous ont reçu l'équivalent de plusieurs dizaines de milliers d'euros en espèces. Installés durant deux heures dans de confortables fauteuils autour de la grande table de réunion, les « rebelles » vont peu s'exprimer. Evgueni Prigojine, dont les hommes ont préparé le sommet avec les renseignements soudanais, monopolise la parole. « Le gouvernement nous a amenés à Bangui pour vous combattre », déclare-t-il d'emblée. Puis l'oligarchie entre dans le vif du sujet : « Mais nous savons que ce sera difficile. Il faut que nous trouvions une solution. »

« Evgueni Prigojine a présenté ses hommes puis plaidé pour un accord entre les groupes et le gouvernement centrafricain », se souvient un participant, qui s'est confié à Jeune Afrique. « Ensuite, il a exposé son idée de partenariat gagnant-gagnant. Il voulait parrainer des accords et parvenir à un partage des ressources, préfecture par préfecture. Une part pour Bangui, une part pour le groupe qui contrôle la région et une dernière part pour Wagner », poursuit notre source. Un tour de table est effectué. Chacun se dit favorable à un dialogue à Khartoum. Les participants restent prudents mais s'accordent pour se revoir un mois plus tard, à la fin de septembre, dans les mêmes locaux.

« La deuxième réunion a entériné le dialogue à Khartoum. Chacun a précisé ce qu'il en attendait, puis on s'est séparés », raconte notre participant. Le 5 février 2019, Prigojine réunit une dernière fois les protagonistes dans son hôtel de la capitale soudanaise, bien décidé à obtenir un accord de paix et à réussir là où l'ONU a pour le moment échoué. Outre les leaders de groupes armés, le Premier ministre centrafricain, Firmin Ngrebada, est de la partie, tout comme sa ministre de la Défense, Marie-Noëlle Koyara. Après d'ultimes tractations, l'accord dit « de Khartoum » est paraphé le même jour sous l'égide de l'Union africaine et de son commis-saire pour la paix et la sécurité, l'Algérien Smaïl Chergui. Le lendemain, il est signé par le président Faustin-Archange Touadéra au Palais de la renaissance de Bangui. Wagner tient sa victoire diplomatique.

« Après l'accord de Khartoum, l'emprise de la Russie et de Wagner est devenue plus forte encore à Bangui. Ils ont renforcé leur relation avec Touadéra et Ngrebada, et ont intensifié le message selon lequel ils avaient réussi là où les autres avaient échoué », explique un diplomate. À la manœuvre : Valery Zakharov, l'ancien officier de renseignement omniprésent à la présidence, et son cadet Dimitri Sytyi, les deux hommes que Prigojine lui-même présentait comme « les représentants de Wagner à Bangui ». Le premier va jusqu'à s'exprimer au nom du gouvernement centrafricain sur les réseaux sociaux. Le second, qui parle anglais, français, espagnol et russe, est quant à lui l'un des principaux artisans d'opérations de communication antifrancophones.

Diplômé en marketing d'une école de commerce parisienne et en management de l'université de Catalogne, Sityi, jeune homme de 32 ans, a ainsi travaillé avec le Bureau information et communication, discrète officine rattachée à la présidence. Dirigée jusqu'à il y a peu par un proche parent de Touadéra, l'actuel ministre de l'Intérieur Michel Nicaise Nassin, le « Bureau » est notamment chargé d'alimenter des sites internet en contenus favorables aux intérêts du couple russo-centrafricain. Selon un document obtenu par Jeune Afrique, il prévoit des plannings de publications destinées, au choix, à communiquer sur « certains hommes politiques » en les présentant « comme des ennemis du peuple », à « dénoncer le double jeu de la Minusca » et, surtout, à insister sur « la victoire des Faca et des forces russes ».

« En 2017 et 2018, Wagner a mis en place ses relais en Centrafrique. En 2019, après l'accord, c'est passé à une autre dimension », explique un homme politique centrafricain. « Les activités minières de Lobaye se sont étendues, et le nombre de mercenaires a augmenté, tandis que l'influence de Wagner sur le gouvernement



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

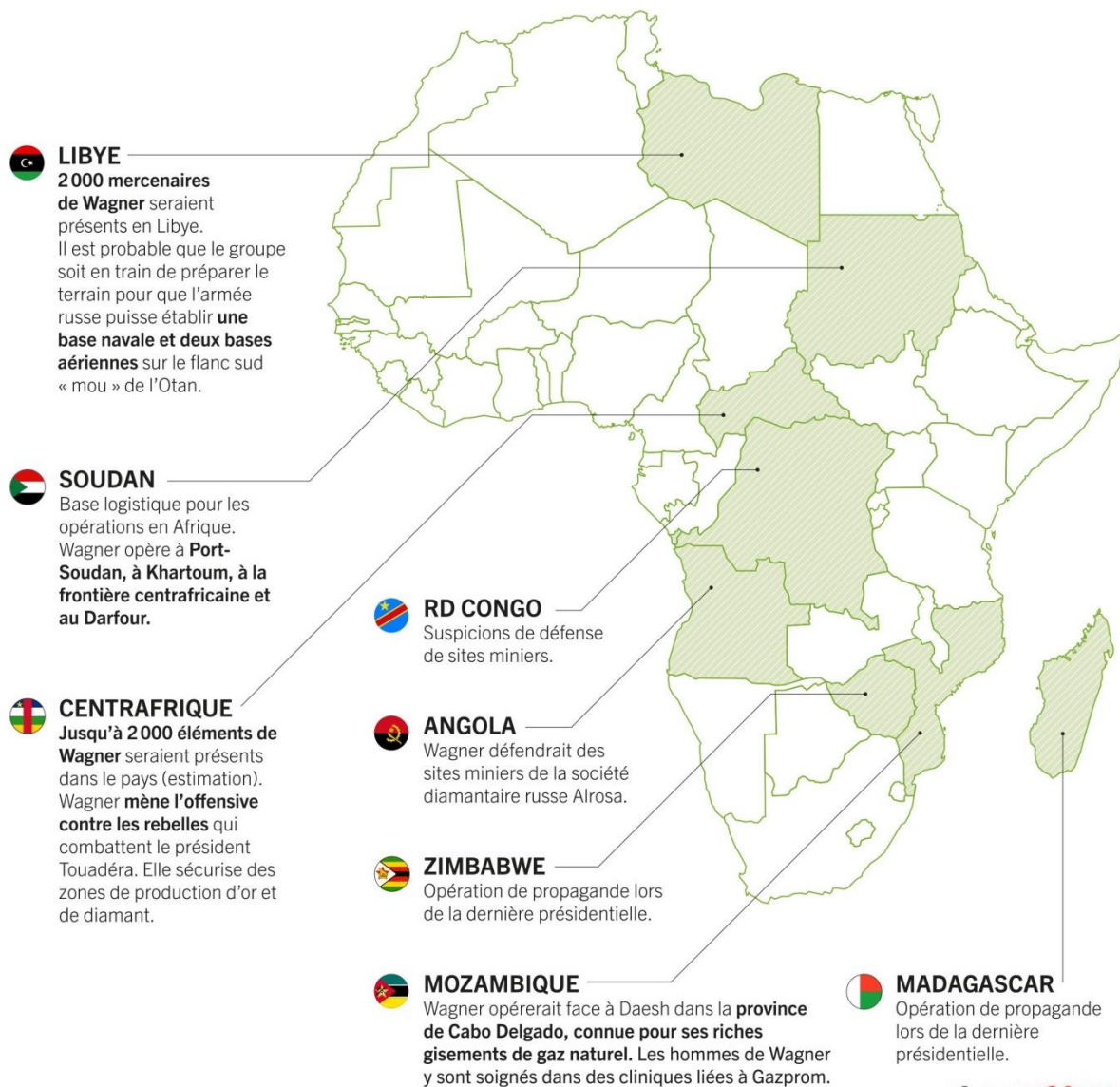
Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

allait s'accroître », ajoute un ancien ministre, qui conclut : « Et ça, c'était avant la dernière présidentielle et la création de la Coalition des patriotes pour le changement... » Car si la signature des accords de février 2019 a constitué une victoire pour Prigojine et ses hommes, les mêmes groupes armés signataires vont lui fournir l'occasion de franchir une nouvelle étape dans sa stratégie.

« La CPC leur a ouvert un boulevard »

Nous sommes à la mi-décembre 2020. Depuis quelques semaines, la tension est montée d'un cran à Bangui. L'opposition est vent debout contre la tenue de l'élection présidentielle, dont le premier tour – que le président Touadéra veut à tout prix maintenir – est prévu pour le 27 décembre. François Bozizé s'est vu refuser le droit de se porter candidat par la Cour constitutionnelle.





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

S'il a choisi de soutenir officiellement Anicet-Georges Dologuélé, l'ancien président a discrètement pris langue avec une partie des groupes armés signataires de l'accord de Khartoum et qui envisagent de prendre à nouveau les armes pour empêcher la tenue du scrutin. Le 17 décembre, six d'entre eux, menés par Abbas Sidiki, Ali Darassa, Mahamat -al-Khatim, Noureddine Adam, Maxime Mokom et Dieudonné Ndamaté, annoncent la création de la Coalition des patriotes pour le changement. Deux jours plus tard, ils dévoilent leur intention de marcher sur Bangui. Le 27, Bozizé déclare soutenir les rebelles et demande à ses partisans de ne pas aller voter, trahissant au passage son engagement auprès de Dologuélé. « Cela a été le point de bascule, explique un diplomate. La communauté internationale s'est retrouvée dans l'obligation de soutenir Touadéra dans la défense de Bangui. Or qui pouvait défendre la capitale ? »

« L'offensive de la CPC a ouvert un boulevard à Wagner », tranche une source sécuritaire. La mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) se retrouve prise au piège. « On a été obligé de combattre aux côtés des mercenaires dans certaines zones, mais il fallait bien défendre la population », explique un cadre des Casques bleus. En décembre, janvier et février, les hommes de Sewa Security Services combattent sporadiquement face aux rebelles de la CPC, qui, après avoir un temps espéré prendre Bangui, décident de se replier et de profiter de la profondeur du territoire. Le 11 février, Valery Zakharov, véritable porte-parole bis de la présidence, déclare que le gouvernement est en passe de « contrôler tout le territoire ».

DANS L'ANCIENNE ENCEINTE DU PALAIS DE L'EMPEREUR BOKASSA, LES HOMMES DE WAGNER SONT COMME CHEZ EUX

Dès lors, la mainmise russe est quasi totale. Depuis le camp de Berengo, où il est installé depuis avril 2018, l'état-major de Wagner prend les décisions avant de les communiquer à Bangui à la présidence et au ministère de la Défense, où – pure façade – Moscou a officiellement dépêché un conseiller en la personne du général Oleg Polguev. Dans l'ancienne enceinte du palais de l'empereur Bokassa, les hommes de Wagner et de Sewa Security Services sont comme chez eux. Une partie des lieux est aménagée pour la formation des soldats centrafricains, et la piste de l'aérodrome, longue de deux kilomètres, a été réhabilitée. Mais le cœur du camp, qui abrite le bunker de l'état-major, est interdit aux locaux. Quant aux abords du périmètre, officiellement sous le contrôle du ministère de la Défense, il est gardé jour et nuit par des Blancs encagoulés.

Le propre fils de l'ancien empereur, Jean Serge Bokassa, s'est vu refuser à plusieurs reprises l'accès au mausolée de son père et n'a pu s'y rendre que deux fois depuis l'arrivée de Wagner, dont les chefs lui ont imposé des conditions et ont tenu à être présents et à prononcer un discours lors des cérémonies d'hommage autorisées. Dans le courant de 2019, alors qu'ils occupaient les lieux depuis un an, les hommes de Prigojine ont même fini par lui offrir un immense tableau de trois mètres de haut et six mètres de long, représentant... le mausolée de son père, nouvellement agrémenté d'un mât portant les drapeaux russe et centrafricain. Une attention « à la limite de l'insulte », que l'intéressé acceptera finalement non sans mal.

Dernier exemple en date : le 3 novembre 2020, alors qu'il souhaitait rendre l'hommage annuel à son père, Jean Serge Bokassa s'est à nouveau vu refuser l'accès au mausolée. L'homme politique avait obtenu quelques jours plus tôt l'autorisation de Marie-Noëlle Koyara. Peine perdue : la bonne volonté de la ministre n'aura aucun effet sur la hiérarchie russe, et la cérémonie aura lieu en dehors de Berengo, à quelques kilomètres. « Le gouvernement n'a quasiment aucune prise sur les décisions de Wagner. Il leur donne carte blanche », déplore un homme politique. « Les Russes reconquièrent des localités puis appellent les Faca pour qu'elles viennent occuper le terrain », précise une autre source, proche de la Minusca.

Quelle est la force de frappe de Wagner et de Sewa Security Services ? « Le flou est total », confie-t-on à l'ONU. Au 18 avril, Moscou reconnaissait le déploiement en Centrafrique de « 532 instructeurs », mais



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

plusieurs sources bien renseignées estiment que le chiffre avoisinerait les 2 000 hommes, dont un peu moins d'un millier pourraient être stationnés à Berengo et dont une partie, arabophone, serait originaire de Syrie et de Libye. Discrets, masqués, parfois aperçus dans certains magasins de Bangui où ils viennent se ravitailler avec leurs camions de transport, Wagner leur promettrait, outre leur salaire, de payer 50 000 roubles (environ 570 euros) à la personne de leur choix en cas de décès sur le front.

« Depuis Berengo, ils peuvent déplacer des troupes, des armes ou du matériel minier comme ils le souhaitent », analyse un expert onusien. Plusieurs aérodromes ont été réhabilités à Ndelé, Birao et Ouadda. Dans cette dernière localité, Lobaye Invest travaille aujourd'hui avec le chef de groupe armé Zakaria Damane, influent dans la région. Elle est également présente, au minimum, à Yawa, dans la Lobaye, et à Ndassima, dans la Ouaka, où se situe la mine d'or réputée la plus prometteuse du pays – et où opère une autre société liée aux intérêts russes, Midas Ressources, laquelle a récupéré en 2019 des droits d'exploitation auparavant attribués à la canadienne Axmin. Dix-sept hélicoptères seraient aussi stationnés au camp de Roux, à Bangui, sans compter les avions gros-porteurs Antonov qui atterrissent à l'aéroport banguissois de Mpoko.

« On constate des livraisons d'armes constantes depuis décembre. Les quantités sont très importantes », alerte un expert. « Souvent, cela vient de Port-Soudan, où Wagner a ses quartiers. Ensuite, cela peut atterrir et être déchargé la nuit à Bangui, ou aller jusqu'à Berengo ou dans d'autres bases, comme celle d'Am Fadok, à la frontière soudano-centrafricaine. Même à Mpoko, les contrôles sont inefficaces, et une bonne partie passe sous les radars de l'ONU et n'est pas déclarée », ajoute une source sécuritaire.

Les 23, 24 et 25 janvier 2021, deux avions Antonov immatriculés au Soudan et exploités par les forces aériennes soudanaises ont ainsi effectué des vols vers l'aéroport de Mpoko, livrant « des armes, des munitions et du matériel militaire », détaille, entre autres, le dernier rapport du groupe d'experts de l'ONU, adressé au Conseil de sécurité le 29 juin. « Les livraisons se sont enchaînées à un rythme jamais vu depuis l'imposition de l'embargo sur les armes, en 2013 », conclut le même document.

Assassinats de journalistes et de civils. Déjà soupçonnés d'avoir commandité l'assassinat, en juillet 2018, de trois journalistes russes venus enquêter en Centrafrique sur leurs activités, les hommes d'Evgueni Prigojine sont depuis plusieurs mois sous la pression constante de la communauté internationale. L'ONU indique avoir « reçu de nombreux rapports faisant état d'assassinats aveugles de civils non armés par des instructeurs russes », en particulier dans les régions minières. Le 21 février, à Ippy, un civil non armé tué par balle ; le 13 janvier, deux personnes handicapées abattues près de Paoua et de Grimari ; le 8 mars, deux civils peuls de Gotchélé tués car assimilés à des rebelles... Au sein du Conseil de sécurité, Moscou a récemment été prié de s'expliquer sur sa relation avec les sociétés de sécurité privées et les exactions en Centrafrique. Il n'en a rien fait, niant tout lien, mais la pression monte.

« Les Russes risquent de se retrouver piégés. Les accusations se multiplient, tandis que les groupes armés n'ont en réalité fait que se replier et conservent leur capacité de nuisance. Combien de temps Wagner va-t-elle poursuivre le combat ? » s'interroge un diplomate. Une source sécuritaire analyse la situation de façon similaire : « Poutine a voulu marquer des points face à Emmanuel Macron en 2017 et en 2018, car celui-ci venait d'être élu. En outre, le sous-sol a attiré les convoitises de certains acteurs. Wagner a permis de jouer sur les deux tableaux, avec l'avantage que le Kremlin peut nier tout lien avec elle. Wagner a avancé et occupe des centres urbains. Mais pour combien de temps ? Les groupes armés ont reculé, mais ils savent que le temps joue pour eux. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Au tour de Bamako ?

Depuis quelques semaines, les hommes de Wagner font davantage profil bas à Bangui. Valery Zakharov a suspendu ses comptes sur les réseaux sociaux et n'apparaît plus guère dans la capitale centrafricaine, où il était jusqu'à il y a peu omniprésent. La sécurité rapprochée du président est quant à elle davantage composée de Centrafricains, alors qu'elle était le domaine des Russes ces dernières années. Enfin, sous la pression de la France, un remaniement a mis fin en juin à la primature de Firmin Ngrebada, considéré comme proche de Moscou, tandis que Marie-Noëlle Koyara quittait la Défense. « Moscou a demandé à Wagner de se faire plus discrète, pour ne pas pousser trop loin le bras de fer avec les Français et le Conseil de sécurité », croit savoir un diplomate à Bangui.

Evgueni Prigojine a-t-il d'ores et déjà le regard braqué sur d'autres horizons ? Des émissaires de Wagner ont en tout cas été repérés dès la fin de l'année 2019 à Bamako, où ils espéraient profiter du sentiment antifrançais pour proposer les mêmes services qu'en Centrafrique. « Ils tiennent un discours contre le néocolonialisme et proposent leur aide en tant que partenaire et non en tant que puissance tutélaire. Cela rencontre un écho dans les anciennes colonies », détaille un diplomate sahélien. Depuis la prise de pouvoir au Mali d'Assimi Goïta (aujourd'hui président de la transition), de nombreux observateurs n'ont pas manqué de remarquer que plusieurs de ses proches, notamment Malick Diaw (président du Conseil national de transition) et Sadio Camara (ministre de la Défense), ainsi que Goïta lui-même, avaient effectué une partie de leurs classes en Russie.

Selon des sources militaires maliennes, Diaw et Camara étaient en outre en formation à Moscou de janvier à août 2020, quelques jours seulement avant le coup d'État qui les a propulsés au pouvoir. Enfin, plusieurs manifestations pro-russes et antifrançaises ont également été organisées, à Bamako comme à Sikasso. « On connaît la stratégie de Wagner pour tisser sa toile, nous y sommes attentifs », tempère une source au sein des renseignements français.

Plusieurs entreprises françaises d'armement se sont néanmoins inquiétées de contacts pris par l'entourage de Goïta avec des intermédiaires russes. « En Centrafrique, la France a perdu de l'influence avec le retrait de l'opération Sangaris. Les pays sont différents, mais il ne s'agirait pas de revivre le même scénario au Mali après la fin de Barkhane », poursuit notre analyste. Le risque a été jugé suffisamment sérieux pour que les renseignements militaires français érigent « la pénétration russe » au rang de priorité au Mali, mais aussi pour toute la zone sahélienne.

Paris s'inquiète encore davantage au sujet du Tchad voisin. « Wagner est très bien implantée en Libye, où elle est proche de Khalifa Haftar, et a noué des contacts avec des rebelles tchadiens », explique une source sécuritaire. Lors de l'attaque ayant conduit à la mort d'Idriss Déby Itno, en avril, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) était même en partie équipé d'armement d'origine russe. Le sujet d'un rapprochement entre rebelles tchadiens et mercenaires russes a d'ailleurs été abordé au début de juillet à l'Élysée lors des échanges entre Emmanuel Macron et Mahamat Idriss Déby. Ce dernier est en outre d'autant plus vigilant depuis que, selon N'Djamena, cinq de ses soldats ont été enlevés puis exécutés au Tchad le 30 mai, non loin de la frontière avec la Centrafrique, dans des affrontements avec des soldats centrafricains et des supplétifs russes. Si Bangui affirme avoir poursuivi des rebelles centrafricains en territoire tchadien, les autorités tchadiennes qualifient les faits de « crimes de guerre » et pointent du doigt les mercenaires de Wagner. Une enquête conjointe est en cours, mais la tension n'est pas retombée. Après Khartoum et Bangui, Wagner parviendra-t-elle à satisfaire ses ambitions et celles du Kremlin plus à l'ouest du continent ? La discrète symphonie africaine jouée en duo par Vladimir Poutine et son allié Evgueni Prigojine, de la Libye au Mozambique en passant par le Soudan et la Centrafrique, semble en tout cas encore inachevée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Vers une coopération militaire rapprochée entre la Russie et la Turquie ?

Selon Recep Tayyip Erdogan, Ankara pourrait coopérer avec Moscou pour la construction d'avions de combat, de navires et de sous-marins. Entre la Turquie et la Russie, les choses sont plutôt au beau fixe. Mercredi 29 septembre, sur le vol retour qui le ramenait de Sotchi, où il a rencontré le président Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan a suggéré un rapprochement entre Ankara et Moscou sur le front militaire. Au près des journalistes présents à bord, le chef d'État turc a ainsi fait savoir que son pays pourrait bien coopérer avec la Russie en vue de la construction d'avions de combats et de sous-marins notamment, selon les propos rapportés par Anadolu, l'agence étatique turque.

« Nous avons parlé de ce que nous pourrions faire concernant la construction des moteurs d'avion et à propos des avions de combat. [...] Un autre domaine dans lequel nous pouvons agir ensemble est la construction de navires. Si Dieu le permet, nous pouvons même prendre des dispositions communes pour des sous-marins », a déclaré Recep Tayyip Erdogan. Pour le chef de l'État turc, pas question de faire un « pas en arrière » concernant la livraison d'une deuxième batterie du système de défense antiaérienne russe S-400. Au contraire, les deux leaders ont parlé de « comment porter à un plus haut niveau » la coopération militaire turco-russe, a-t-il ajouté.

Tensions accrues en vue avec les États-Unis. Ces déclarations risquent de tendre encore plus les relations d'Ankara avec Washington, qui a imposé l'année dernière des sanctions envers la Turquie pour l'achat du système de défense antiaérienne russe S-400. Les États-Unis ont aussi exclu Ankara du programme de fabrication de l'avion furtif F-35, faisant valoir que les missiles russes pourraient en percer les secrets technologiques et étaient incompatibles avec les dispositifs de l'Otan.

Lors de son entretien avec des journalistes, Recep Tayyip Erdogan a aussi évoqué cette exclusion et a appelé les États-Unis à « livrer les avions ou à rembourser » le paiement de 1,4 milliard de dollars effectué par Ankara pour les F-35. Plusieurs sujets de désaccord opposent Ankara et Washington. Les relations avec le président américain Joe Biden « n'ont pas "bien commencé", avait déclaré le chef de l'État turc la semaine dernière.

La construction de deux nouvelles centrales nucléaires en Turquie, en coopération avec la Russie, a aussi été au programme des discussions, a annoncé Recep Tayyip Erdogan. La première centrale nucléaire de Turquie est en cours de construction par la société russe Rosatom et devrait être opérationnelle pour le centenaire de la république turque en 2023. La Russie et la Turquie entretiennent des relations complexes partagées entre rivalités régionales et intérêts économiques et stratégiques communs.

Une relation complexe

Elles soutiennent ainsi des camps opposés en Syrie, dans la région d'Idleb où se trouvent des combattants pro-Ankara et qui échappe au contrôle de Damas, soutenu par Moscou. Les deux puissances ont parrainé en 2020 un accord de cessez-le-feu dans cette région. Recep Tayyip Erdogan n'a pas donné de détails sur les discussions des deux leaders concernant le nord de la Syrie, où des raids russes contre des combattants pro-Ankara se sont intensifiés ces dernières semaines.

« On ne peut nier que des problèmes surviennent parfois dans les régions dont on assure la sécurité à Idleb. [...] Nous soulignons l'importance d'agir ensemble à ce sujet », a déclaré le chef de l'État turc. De son côté, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a souligné jeudi la nécessité de « mettre en œuvre » l'accord de cessez-le-feu, « en termes d'éviction des éléments terroristes d'Idleb ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

La nouvelle géopolitique globale de la Turquie

Face à la mutation de l'ordre mondial, la Turquie a développé une nouvelle géopolitique qui répond à une fragilité interne croissante, au besoin de se sécuriser dans un environnement très instable et à la volonté d'étendre son influence pour devenir l'acteur de référence dans le jeu de puissance régional.

Le monde entier en a conscience : nous vivons une ère de changement stratégique. Le monde du XXe siècle qui s'était progressivement structuré autour de l'Occident est bouleversé par un mouvement brutal des plaques tectoniques géopolitiques qui redessine un nouvel équilibre encore incertain. Comment va s'organiser le prochain ordre mondial ? Si l'on sait déjà que les États-Unis et la Chine y tiendront un rôle majeur, la place des autres acteurs est encore indéterminée. C'est la raison pour laquelle nombreuses sont les puissances moyennes qui profitent de ce remue-ménage stratégique pour pousser leurs pions et tenter d'asseoir une posture à leur avantage avant que la situation ne se fige à nouveau.

C'est exactement la politique suivie par la Turquie, qui utilise les dynamiques à l'œuvre dans son environnement régional, pour la plupart anti-occidentales, afin d'exploiter au mieux la fenêtre d'opportunité que représente cette remise en cause de l'ordre établi. Les objectifs et la stratégie élaborés par Recep Tayyip Erdoğan sont en ligne avec l'air du temps, hors de la bulle européenne : cohérence avec l'objectif final, assouplissement du concept d'alliance, absence de scrupule vis-à-vis des principes démocratiques, réalisme face aux rapports de force existants et sens aigu de l'opportunisme politique.

Une politique extérieure liée à la politique intérieure

Le glissement autoritaire de la Turquie depuis le coup d'État manqué de 2016 n'interdit pas la possibilité d'une défaite aux prochaines élections prévues en 2023. Les sondages donnent ainsi aujourd'hui Recep Tayyip Erdoğan perdant face au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, ou à celui d'Ankara, Mansur Yavas. Si le contrôle croissant de l'information et la restriction des voix dissonantes donnent des leviers importants au président en place, le redressement de la situation économique sera un élément clé du résultat du vote. Le parti du président, l'AKP, avait en effet fait de la croissance économique son principal vecteur de popularité jusqu'en 2016. La dégradation de l'économie turque [voir l'entretien avec D. Unal p. 30] s'est accrue avec la pandémie de Covid-19. Pauvreté, inflation et chômage croissants minent la posture du Président, qui n'a pas réussi à améliorer son image par sa gestion, volontariste mais critiquée, de la crise sanitaire. Le deuxième facteur structurant de la politique intérieure turque est lié à la question de la minorité kurde, qui représente 20 % de la population. La politique de relatif apaisement menée par Erdoğan avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principal mouvement d'opposition kurde, aux modes d'actions parfois violents, s'est durcie à partir de 2015 notamment en raison de l'implication forte de la Turquie dans le conflit syrien, qui a polarisé les rapports entre communautés et entraîné une spirale répressive. Dans cet environnement de politique intérieure dégradé, les 3 millions et demi de réfugiés, pour la plupart issus de Syrie, représentent un facteur aggravant de tensions sociétales. Face à cette fragilisation politique, le Président a fait le choix d'une politique très volontariste de verrouillage de l'opposition, d'une alliance avec le parti nationaliste MHP et d'une communication publique axée sur sa politique internationale qui joue sur les fibres nationaliste, islamiste et eurasiste et promet des retombées économiques exceptionnelles.

Une priorité : sécuriser son glacis

Ce dernier est considéré à la fois comme une menace en termes de cohésion nationale, comme une source de fragilisation de ses frontières et comme une opportunité d'expansion économique. Dans ce domaine, l'obsession kurde est prioritaire. La volonté d'interdire au PKK des bases arrière sûres de l'autre côté des frontières a entraîné une implication forte dans le Kurdistan irakien, qui s'est concrétisée par une alliance avec le parti kurde PDK de Massoud Barzani et de nombreuses frappes militaires depuis une vingtaine d'années.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

De la même façon, la création d'un Kurdistan autonome à la frontière syrienne à l'occasion de la guerre civile était un scénario inacceptable pour la Turquie. Après avoir soutenu les mouvements djihadistes qui s'opposaient au parti kurde syrien PYD, l'armée turque est intervenue directement à plusieurs reprises entre 2016 et 2019, ce qui a permis de créer, en association avec la Russie, une zone tampon sous contrôle partiel turc. La présence militaire dans l'Ouest de la Syrie et plus précisément dans la poche d'Idlib répond à une autre préoccupation. Il s'agit à la fois de fixer les mouvements islamistes pour mieux les contrôler à l'extérieur de la Turquie, de permettre d'organiser le retour d'une partie des réfugiés sur son sol et de créer un point de fixation qui permet un levier sur les autres acteurs et donc un droit de regard sur l'évolution de ce théâtre.

L'implication de la Turquie au Haut-Karabagh, déterminante dans l'issue du conflit qui a opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan à l'automne 2020, participe d'une stratégie plus délibérée. Ce sont aussi les mêmes ressorts qu'a exploités le président turc en Chypre du Nord, dans l'entité séparatiste reconnue par la seule Turquie. La victoire-surprise en avril 2020 du candidat nationaliste Ersin Tatar, homme-lige d'Ankara, prônant le renforcement des liens avec la Turquie et laissant envisager un rattachement au continent, flatte à la fois le ressentiment anti-grec soigneusement alimenté par le président turc à l'approche du centième anniversaire du traité de Lausanne et entretient l'espoir de retombées économiques majeures grâce aux prospections gazières dans les eaux chypriotes que la Turquie revendique pour son protégé.

Développer son influence

Pour Ankara, il s'agit d'une priorité à la fois pour flatter le sentiment national en s'appuyant sur la nostalgie entretenue de l'Empire ottoman et pour asseoir la posture stratégique la plus large possible en profitant des espaces laissés libres par les réorganisations géopolitiques. Aidée par les financements du Qatar, où la Turquie a installé une base militaire en 2016, Ankara multiplie sa présence militaire dans une zone susceptible d'être réceptive à son leadership et qui correspond à l'ancien Empire ottoman. Elle construit son ascendant sur un mélange de modernité, d'autonomie stratégique, de proximité culturelle musulmane et de prosélytisme de l'islam politique. Le déploiement d'une base turque en 2017 près de Mogadiscio destinée à former les soldats somaliens, la tentative avortée de création d'une autre base militaire dans l'île soudanaise de Suakin en 2018, le soutien politique et militaire au gouvernement d'entente nationale libyen basé à Tripoli (GEN) en 2019 en sont des illustrations concrètes. Ce dernier engagement a marqué une étape spectaculaire, positionnant la Turquie comme un acteur incontournable de la stabilisation en Libye et ouvrant une porte d'influence future vers le Maghreb et le Sahel.

Les Balkans représentent également une zone d'influence pour Ankara. Marquée par un passé ottoman encore très prégnant, cette région représente une sorte de poste avancé géopolitique vers l'Europe. Elle fait donc l'objet d'un activisme diplomatique et économique turc important et d'une implication forte dans les opérations militaires de la région : l'opération de la KFOR de l'OTAN au Kosovo bien sûr, mais également l'opération EUFOR Althea de l'UE en Bosnie, où le contingent turc est le deuxième par son volume et son influence.

Cette stratégie d'influence s'appuie sur un soft power particulièrement efficace, initié par l'ancien ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre, Ahmet Davutoglu. Elle illustre la volonté de devenir un leader intellectuel et culturel du monde turc, du monde arabe et peut-être du monde africain, en s'appuyant sur une culture musulmane partagée, une mémoire magnifiée de l'Empire ottoman et un rejet du modèle occidental. Elle est portée par des initiatives extrêmement variées mais cohérentes telles que les séries télévisées qui ont un succès inégalé dans le monde arabe ; l'agence turque de coopération et de coordination Tika, troisième pourvoyeuse mondiale d'aide au développement ; la compagnie aérienne Turkish Airlines qui dessert plus de 250 destinations internationales ; ou la construction de mosquées par la Diyanet, l'Autorité religieuse du



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

gouvernement turc. Tout converge pour développer l'image d'une Turquie rassembleuse et protectrice des populations musulmanes « maltraitées » par les Européens.

Un jeu de puissance subtil avec ses partenaires

Le premier d'entre eux est bien entendu les États-Unis, allié tutélaire jusqu'au début des années 2000, lorsque Erdoğan a entamé sa politique d'émancipation. La partie n'était pas facile, en raison notamment d'une dépendance importante en termes de capacités militaires et du soutien politique que les États-Unis accordaient à la Turquie dans les Balkans, en Méditerranée orientale, en mer Noire et pour son adhésion à l'UE. Le refus de l'invasion de l'Irak en 2003 par l'armée américaine à partir de son territoire constitue le premier véritable accroc, motivé autant par une préoccupation à l'égard des Kurdes que d'une solidarité musulmane vis-à-vis d'une guerre perçue comme occidentale.

Barack Obama, par sa politique de désengagement et son soutien à l'islam politique et Donald Trump par son indifférence vis-à-vis des dérives autoritaires de Erdoğan ont paradoxalement favorisé la politique d'éloignement de celui-ci. Opposition à Israël, durcissement de la politique antikurde, soutien aux groupes islamistes en Syrie, rapprochement avec l'Iran et proximité croissante avec la Russie—qu'illustre l'achat de missiles anti-aériens S400—, sont autant de démonstrations d'une politique qui s'autonomise, en dépit des représailles économiques et diplomatiques américaines. Mais la Turquie utilise sa marge de manœuvre : d'une part elle connaît la valeur de son positionnement stratégique pour l'OTAN en tant que verrou de la mer Noire face aux Russes et poste avancé vers le Moyen-Orient face aux Iraniens, et d'autre part elle sait montrer patte blanche quand elle le sent nécessaire, comme elle le montre avec son soutien récent à l'Ukraine ou le maintien de militaires en Afghanistan après le départ de l'OTAN, destinés à amadouer Joe Biden.

Le rapprochement opéré avec la Russie, menace séculaire, est encore plus révélateur du bouleversement géopolitique à l'œuvre. Les opportunités économiques, en particulier en matière de transit de gaz russe vers l'Europe, la lutte contre les terrorismes caucasien et kurde et le ressentiment antioccidental qui trouve une matérialisation dans le concept d'eurasisme, structurent cette relation qui s'appuie sur une proximité personnelle entre les deux leaders autocratiques, revanchards et révisionnistes. Cette coopération fonctionne bien, comme l'a démontré la résolution de la crise liée à la destruction en 2015 d'un chasseur russe Su-24 par des F16 de l'armée de l'air turque. Les coopérations dans la gestion des guerres en Syrie et au Haut-Karabagh en sont également des matérialisations : dans les deux cas, les accords (processus tripartite Russie-Turquie-Iran d'Astana de 2017 et traité Russie-Arménie-Azerbaïdjan de fin d'hostilités de 2020) préservent à la fois le rôle prépondérant de la Russie et les enjeux de sécurité de la Turquie à ses frontières. Mais ce rapprochement a ses limites, car les objectifs fondamentaux des deux puissances ne convergent pas totalement : le contrôle de la mer Noire, la perception de la menace islamique, les relations avec les autocrates régionaux (Bachar el-Assad, Abdel Fattah al-Sissi, Mohammed ben Salmane), la concurrence en Libye, au Soudan, au Sahel et en Afrique sub-saharienne et les oppositions balkaniques sont autant de motifs de rivalités, qui resteront néanmoins sous contrôle dans une diplomatie du grand écart qui convient aux deux pays.

La Chine, autre puissance révisionniste à la recherche de têtes de pont pour ses nouvelles routes de la soie (BRI) et de ressources minières, est un partenaire potentiel important pour la Turquie, dont elle est devenue le premier fournisseur. La tentative d'Erdoğan d'acquérir des missiles antiaériens chinois en 2013 avait matérialisé l'attrait que représente cette nouvelle superpuissance alternative qui s'intègre bien dans le concept eurasiiste d'Ankara. Mais le traitement des Ouïghours, musulmans turcophones martyrisés par Pékin, la concurrence entre les deux pays dans leur politique d'influence dans le Caucase et en Afrique, le désir chinois de ménager les concurrents régionaux d'Ankara (monarchies du Golfe, Égypte, Grèce) et la politique de plus en plus ouvertement antichinoise de Joe Biden limitent ce rapprochement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Les relations avec l'Iran participent de la même tendance anti-occidentale, renforcée par le choix commun de l'islam politique comme mode de gouvernement. L'approvisionnement en gaz iranien, la collaboration sur la question kurde, le contournement des sanctions liées au programme nucléaire, l'opposition à Israël et à l'Arabie saoudite et le rapprochement dans le cadre du processus d'Astana sont des axes concrets de coopération. Ils restent cependant contraints par des intérêts divergents qui concernent la perception iranienne de la menace posée par l'Azerbaïdjan, le soutien de Téhéran au pouvoir syrien et au Hezbollah libanais et bien sûr le partenaire américain.

La politique arabe d'Erdoğan doit elle aussi s'adapter à un environnement complexe. Son ambition hégémonique sur le monde sunnite suscite naturellement l'opposition de l'Arabie saoudite, renforcée par l'instrumentalisation turque de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul par les services secrets de Riyad, et également celle de l'Égypte, concurrent naturel pour la domination en Méditerranée orientale, renforcée quant à elle par le soutien d'Ankara à l'ennemi mortel du maréchal Sissi que représente le mouvement des Frères musulmans. Cette proximité entre l'AKP et les réseaux fréristes est d'ailleurs déterminante dans le positionnement de la Turquie dans la région : elle permet à Ankara de bénéficier du soutien financier massif du Qatar et d'intervenir auprès des gouvernements sympathisants à Tripoli et à Tunis par exemple, mais elle lui assure en retour l'hostilité des pouvoirs qui considèrent cette mouvance comme particulièrement dangereuse, à Riyad, à Abu Dhabi, au Caire ou à Benghazi.

L'UE à l'intersection des enjeux de la stratégie turque

L'Europe est la seule puissance absente de ce jeu de pouvoir régional. Dans ces entrelacs de contraintes et d'opportunités, l'UE est probablement l'espace de manœuvre le plus ouvert pour Erdoğan. Le manque d'intérêt pour le flanc sud, les rivalités entre les puissances européennes de la Méditerranée, le manque de lucidité face au retour des rapports de forces, la mauvaise conscience post-coloniale et le court-termisme économique empêchent l'UE de structurer une stratégie qui prenne en compte les multiples enjeux de cette zone particulièrement sensible, et en particulier ceux liés à la politique turque. Alors qu'elle dispose de tous les outils pour répondre aux rapports de force suscités par Ankara (premier partenaire commercial, supériorité militaire, réseaux diplomatiques et d'influences variés), l'Europe est comme pétrifiée face à la mise en place méthodique de tous les leviers qui permettront de la contraindre : leviers migratoire (via les Balkans et la Libye), énergétique (via les approvisionnements gaziers) et sécuritaire (via les réseaux islamistes et les diasporas). Le risque existe qu'elle se retrouve impuissante face à une prise de contrôle des zones économiques exclusives chypriotes et grecques, à une annexion du Nord de Chypre, à une déstabilisation du Sahel et des Balkans et à des chantages migratoires.

La Turquie a ainsi développé une nouvelle géopolitique à la fois ambitieuse, cohérente et décomplexée. Sa mise en œuvre alterne brutalité, subtilité et souplesse, démontrant la vision de long terme, le pragmatisme et la capacité d'adaptation de son président, qui sait reculer en face d'une opposition pour mieux tenter de rebondir. Cette posture, tellement en phase avec le nouvel ordre mondial, impose aux Européens une nouvelle grammaire stratégique qu'elle doit s'approprier pour ne pas être marginalisée.

Légende de la photo en première page : Le 21 octobre 2019, à Lausanne, le président turc Recep Tayyip Erdoğan déclarait : « Nous sommes les héritiers d'un État de 22 millions de km² à l'échelle mondiale. À Lausanne, ils ont été réduits à 780 000 km². Lausanne n'est pas un texte sacré. (...) Les équilibres de la guerre froide s'effondrent. Mais ils essaient de nous enfermer à Lausanne. » Revendiquant l'héritage impérial ottoman, la conversion de Sainte-Sophie en mosquée le jour anniversaire du traité de Lausanne illustre les séquelles du passé et la volonté de rayonner à nouveau sur tous les fronts : militaire, diplomatique, économique et culturel. (© Shutterstock)

areion24.news



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Afrique – La Russie et Daech : des objectifs convergents ?

Au-delà d'avoir une cible commune, l'Occident, la Russie et Daech ont l'œil sur les richesses de l'Afrique qu'ils voudraient exploiter, y compris dans des trafics.

La lutte contre les « croisés », contre les démocraties libérales et le modèle de vie occidental des élites politiques est l'objectif commun et affiché par tous les mouvements djihadistes opérant en Afrique subsaharienne, qu'ils relèvent d'Al-Qaïda ou de Daech, au nom d'un retour revendiqué à l'islam supposé des origines, le salafisme, dans son interprétation armée et totalitaire. Bien que la religion musulmane de rite malékite, non ancestrale mais d'importation précoloniale au sud du Sahara, ayant souvent développé localement des confréries soufies, soit confrontée bien plus qu'attirée par le salafisme, le message politique des djihadistes, ainsi que leur présence active et croissante depuis les années 2000 dans des zones délaissées par les États africains ne sont pas sans effets. Les populations ne sont pas insensibles à la critique de régimes réputés pro-occidentaux mais corrompus ou clientélistes et qui ont, du fait de leur pauvreté et de leur mauvaise gouvernance, largement négligé les besoins de base des populations rurales : la sécurité, la justice, la santé, l'éducation et le développement.

Déstabiliser la présence occidentale

Les pays occidentaux qui tiennent véritablement à bout de bras les pays sahéliens les plus démunis, mais sans pouvoir apporter de solutions visibles à l'insécurité comme au sous-développement y perdent beaucoup de crédibilité, même si les racines du mal viennent essentiellement des dysfonctionnements étatiques africains. Les anciennes puissances coloniales, en particulier la France, dont la visibilité est renforcée au Sahel par son intervention armée depuis 2013 (Serval puis Barkhane), servent alors de bouc émissaire idéal à tous ceux qui ne sont pas portés à l'autocritique. La Russie, qui n'apporte quant à elle aucune aide au développement, n'a pas manqué d'exploiter cette situation de vulnérabilité occidentale.

On sait que la tension entre la Russie et les pays occidentaux n'a cessé d'augmenter à partir de 1999 pour des raisons extérieures à l'Afrique et qui ont souvent été analysées (intervention de l'Otan de 1999 dans la crise yougoslave et surtout au Kosovo en contournant le très probable veto russe au CSNU, élargissement de l'Otan en Europe centrale à partir de 1999, dénonciation américaine du traité antimissiles ABM, boucliers antimissiles en Europe, soutien russe aux séparatistes du Donbass en Ukraine, annexion de la Crimée en 2014, assassinats d'opposants russes, etc.).

Depuis les sanctions occidentales contre la Russie en 2014, la confrontation avec l'Occident s'impose désormais comme un élément structurant de la politique étrangère de Vladimir Poutine. De ce point de vue, l'Afrique subsaharienne, francophone notamment, est un terrain privilégié d'affrontement avec une présence résiduelle de la France déjà contestée par des activistes qui ne demandent qu'à être soutenus ou relayés, même si cela va également dans le sens des djihadistes qui assaillent par ailleurs les régimes locaux.

En outre, la Russie a développé une idéologie anti-occidentale qui converge localement de ce fait avec celle des djihadistes. La Russie post-soviétique, cherchant à combler le vide de l'idéologie communiste, a mis en avant un « conservatisme » axé sur les valeurs morales, la religion traditionnelle, les racines culturelles, le souverainisme, la famille, en réponse inverse au libéralisme et à l'individualisme occidental dénoncés comme décadents et géniteurs de tous les vices. Il s'y ajoute la conviction, ancrée dans l'expérience malheureuse de la Russie des mandats de Boris Elstine, que la démocratie libérale ne serait ni juste ni égalitaire et n'assurerait pas l'ordre public.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Dès lors, la Russie, tout comme les djihadistes plus localement, cherche à exploiter contre les dirigeants et leurs appuis occidentaux les failles nombreuses et les conflits internes des pays africains. Comme l'a dit l'essayiste russe Viatcheslav Morozov « : La Russie n'a pas la capacité de transformer le système international dominé par l'Occident. La déstabilisation de l'intérieur est plus abordable et répond à la fois à des préoccupations sécuritaires et à la volonté d'asseoir son statut. »

Les médias russes internationaux, comme RT et Spoutnik, mais surtout l'Internet Research Agency (fondé par l'oligarque Evgueni Prigojine, réputé proche de Poutine), inondent les réseaux sociaux de fake news et de vidéos fabriquées de toutes pièces tendant à démontrer aux Africains, avec une efficacité certaine, que la politique africaine de la France serait fondée sur l'exploitation et le pillage des ressources africaines. La « Françafrique » y est dénoncée avec une désinformation sans scrupules. Des vidéos suggèrent que les militaires français de Barkhane, loin de combattre les djihadistes, seraient en réalité leurs complices, et que l'objectif véritable des Français serait l'exploitation des richesses minières et la domination néocoloniale.

De manière moins occulte, selon un rapport de l'ONG Free Russia Foundation, l'oligarque Prigojine serait aussi à l'origine du réseau AFRIC (Association for Free Research and International Cooperation) qui organise débats et conférences pour promouvoir la vision russe en Afrique.

Les Russes se présentent enfin comme une alternative efficace aux Français en matière de coopération sécuritaire, même si ce n'est probablement pas leur intention au Sahel, faute de moyens et d'intérêt économique suffisant. Des manifestations anti-françaises parsemées de drapeaux russes ont été organisées à Bamako. Ceci ne peut que faire le jeu des djihadistes qui assaillent les régimes sahéliens, même si ce n'est qu'un effet collatéral pour la Russie.

Exploiter les richesses locales, tirer profit des trafics : le portail russe en RCA et l'essai au Mozambique Même si les méthodes et moyens sont évidemment très différents entre un État comme la Russie et des mouvements armés terroristes, on observe néanmoins, là aussi, une certaine convergence. La Russie, dont la présence économique est faible en Afrique (les exportations russes sont quasiment limitées aux armes, dont 42 % pour l'Afrique,) cherche à développer ses entreprises minières, un secteur actif en Russie. Les importantes ressources en minerais, particulièrement l'or et le diamant, attirent la convoitise russe. Ceci est surtout évident en RCA, pays qui cumule l'insécurité d'un État failli et de très importantes ressources en or et diamants, exploitées par des groupes rebelles.

La Russie a profité au départ de sa coopération militaire avec la RCA d'une initiative française. Un navire militaire français avait saisi, en 2016, une cargaison d'armes de contrebande au large de la Somalie et souhaitait en faire bénéficier l'armée centrafricaine. La France a donc demandé au Conseil de sécurité de l'ONU une dérogation à l'embargo concernant la RCA, mais la Russie y a mis son veto. La France suggéra alors (naïvement) au président Touadera de RCA de négocier cette question directement avec les autorités russes. La Russie proposa alors à la RCA, en 2017, de lever l'embargo dans le cadre d'un accord global impliquant une coopération militaire (à partir d'armes gratuitement fournies par la France !) et une présence en RCA d'entreprises minières russes. Ultérieurement, la Russie a procédé à de nouvelles livraisons d'armes, généralement hors contrôle de l'ONU, et reconnaît actuellement, hors mercenaires, 1 135 instructeurs militaires russes.

Le groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires a dénoncé la présence en RCA de mercenaires russes travaillant au sein de trois sociétés privées : Wagner, Sew Security Services et Lobaye Invest SARLU. Le 9 juillet 2021, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a accusé une fois de plus ces mercenaires d'avoir commis des exactions en RCA, précisément 207 abus de droits de l'homme entre février et juin 2021.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Ces mercenaires russes assurent notamment la sécurité de sociétés minières exploitant l'or et les diamants en RCA, notamment Lobaye Invest, Meroe Gold, M. Finance et M. Invest. Selon Jeune Afrique de juillet 2021, il existerait un accord de partage des ressources minières entre les sociétés russes, certains groupes armés rebelles et la présidence de RCA. L'initiative en reviendrait à la « déclaration d'entente de Khartoum » signée le 31 août 2018 avec quatre groupes armés, avec l'appui effectif et reconnu de la Russie.

En RCA, où la présence russe est désormais prédominante, la communication russe et anti-française a pris une tournure quasi officielle, avec notamment le journal Feuille volante du président et la radio Lengo Songo, le film Touristes à la gloire des militaires russes contre les rebelles, et même un dessin animé pour les enfants où un ours russe vient aider les animaux sauvages de la brousse.

Si les rebelles de RCA n'appartiennent pas à la mouvance djihadiste, les méthodes et les objectifs de pillage par la Russie via ses mercenaires s'apparentent bien à celles utilisées par les djihadistes au Sahel, en RDC et au Mozambique, à la différence que les autorités de ces derniers pays ne sont pas associées au trafic, sauf éventuellement quelques représentants locaux corrompus, comme des enquêtes suivies d'arrestations d'officiers congolais l'ont d'ailleurs montré en RDC.

Au Sahel (Mali et Burkina Faso), l'exploitation de l'or artisanal compte parmi les ressources des djihadistes dans les zones respectivement contrôlées par Daech ou Al-Qaïda. Mais il semble que ces ressources ne soient pas suffisantes pour intéresser la Russie, dans le contexte local en outre très difficilement maîtrisable. L'accent est en revanche mis sur la désinformation et l'influence, avec la fabrication de nombreuses vidéos anonymes mais d'origine russe attaquant la France sur les réseaux sociaux.

Le régime de transition malien a cherché à négocier à Moscou, en septembre 2021, le remplacement du dispositif d'aide militaire français Barkhane par un engagement sur le terrain de la Russie, comme le souhaiterait une partie de l'opinion publique malienne. Mais Moscou n'a guère donné suite, en dehors de formations d'officiers maliens en Russie, de ventes d'armements (quatre hélicoptères militaires ont été vendus au Mali et livrés début octobre 2021), se limitant à renvoyer sur sa société privée de mercenaires Wagner. Les négociations menées par le Mali pour faire venir un millier de mercenaires russes Wagner, au prix de 9 millions d'euros par mois, selon une dépêche de Reuters, ont été un élément important de la crise franco-malienne de fin septembre 2021. L'Allemagne puis l'Union européenne ainsi que les autres pays sahéliens (Niger et Mauritanie) ont également mis en garde la transition malienne contre les risques induits par l'éventuelle arrivée de Wagner au Mali. Il est probable que le Mali y renoncera pour éviter son isolement diplomatique et financier et le retrait de l'aide militaire française.

Au nord du Nigeria et dans la région du lac Tchad, les 3 000 à 5 000 combattants affiliés à Daech (Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique) exploitent également ressources locales et trafics. La Russie est absente jusqu'à présent de ce théâtre difficilement maîtrisable, mais un accord de coopération militaire nigérian-russe a été annoncé fin août 2021 par l'ambassade du Nigeria à Moscou (communiqué du 25/08/21). L'accord concerne essentiellement la vente d'armes, ainsi que la formation de troupes, sans engagement direct de militaires russes ou de mercenaires dans le combat sur le terrain.

En Somalie, le groupe Al-Shabab, affilié à Al-Qaïda, a récemment augmenté son activité et utilise des drones pour surveiller les activités de forces anti terroristes de l'AMISOM. La Russie n'y est pas impliquée, mais les États-Unis le sont par une aide directe à l'armée somalienne et des instructeurs sur place.

En RDC, le groupe armé ADF (Allied Democratic Forces), issu d'un groupe ougandais (NALU), composé d'islamistes tabligh, est affilié à Daech depuis 2017, sous le nom de « Province de l'Afrique centrale de l'État



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

islamique ». Il exploite les trafics liés aux richesses minières de la province d'Ituri. Selon le dernier rapport de l'ONU du 23 juin 2021, le groupe ADF a aussi récolté 1 à 2 millions de dollars grâce au pillage de banques de la région. La présence russe ne semble pas attestée actuellement et les forces spéciales américaines ont, au contraire, proposé une aide.

Au Mozambique, la province septentrionale de Cabo Delgado, riche d'un très important gisement gazier que le groupe Total souhaitait développer, a été l'objet d'attaques virulentes de la province d'Afrique centrale de l'État islamique qui occupe des villes que les autorités locales s'avèrent incapables de reprendre depuis 2020.

L'émergence locale du mouvement djihadiste Al-Sunnah à partir de 2018 au nord du Mozambique, affilié ultérieurement à Daech, a donné l'occasion à la Russie de se rapprocher de ce pays et d'offrir ses services sécuritaires. Selon le chercheur T. Coloma de l'Ifri, 200 mercenaires du groupe Wagner sont arrivés en septembre 2019 pour épauler l'armée mozambicaine. Mais plusieurs d'entre eux y ont trouvé la mort, l'armée mozambicaine a essuyé un revers militaire et, de surcroît, des tensions seraient apparues entre Russes et officiers mozambicains cherchant à protéger localement leurs trafics. Selon l'ONU, le bureau Al Karrar, dans le Puntland, en Somalie, coordonnerait les opérations des groupes affiliés à Daech en RDC, au Mozambique et en Somalie.

Opportunisme

Le point commun entre Daech et une partie des activités de la Russie en Afrique subsaharienne est d'abord l'opportunisme exploitant les failles d'États affaiblis et ne parvenant pas à contrôler leur territoire. Il s'agit alors, pour la Russie, de chercher à tirer parti d'avantages économiques peu transparents et de trafics mafieux en visant principalement les pays riches en ressources minérales, à ce stade principalement la RCA et le Mozambique. Avançant avec une certaine prudence et là où la Russie peut apporter un changement, combinant l'intérêt économique privé d'oligarques russes avec une stratégie géopolitique de l'État russe, Moscou propose une panoplie combinant des ventes d'armes, une coopération militaire officielle et des sociétés privées associant la fourniture de mercenaires et l'exploitation des ressources minières dans un contexte trouble. Il s'y ajoute parfois, comme en RCA et en Guinée, une aide en matière de communication et de propagande électorale par Internet pour les élections présidentielles. La Russie avait par exemple aidé le président Alpha Condé de Guinée pour son 3e mandat.

Le second point commun entre Daech et la Russie est la recherche de la déstabilisation de l'influence et des intérêts occidentaux, dans un affrontement idéologique qui ne peut qu'affaiblir encore certains pays subsahariens menacés, et donc profiter aux djihadistes. Mais l'intérêt russe passe avant celui de ces pays africains qui sont instrumentalisés.

lepoint.fr

5 minutes pour comprendre la course aux missiles «hypervélocés»

Russes, Chinois, Nord-Coréens et Américains cherchent à se doter d'armes stratégiques hypersoniques capables de défier les systèmes anti-missiles et autres technologies de défense de pointe.

Le Financial Times l'affirme, dans son édition de samedi dernier : la Chine a lancé en août un missile hypersonique à capacité nucléaire qui a fait le tour de la Terre en orbite basse avant de descendre vers sa cible...qu'il aurait ratée. Un essai d'ailleurs vivement démenti par le régime de Pékin. Mais la nouvelle a relancé le débat sur la course à l'armement « hypervélocé », une technologie futuriste que tous les États s'arrachent pour des raisons stratégiques.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

De quoi parle-t-on ?

De missiles balistiques - dont la trajectoire est donc essentiellement déterminée par la gravité et la vitesse au lancement - et hypersoniques - qui dépassent le mur du son - d'un nouveau genre : ils sont capables de se déplacer dans les basses couches de l'atmosphère pour échapper aux détections radars et manœuvrer. Une vraie nouveauté. « On parle en effet de planeurs hypersoniques qui rebondissent sur l'atmosphère. La différence, c'est qu'on ne peut pas prévoir leur trajectoire, et qu'ils sont capables d'être manœuvrés pour déjouer les défenses antimissiles les plus récentes » nous confirme Emmanuelle Maître, spécialiste de l'armement à la fondation pour la recherche stratégique. « Concrètement pour les Russes, par exemple cela leur permettrait d'éviter les systèmes antimissiles balistiques américains » explique encore cette spécialiste.

Avec ce type d'armes, les délais de frappes intercontinentales seraient raccourcis. À l'heure actuelle, il faudrait compter environ 30 minutes avant l'impact d'une telle attaque. On tomberait à une dizaine de minutes seulement avec un missile hypervélocé.

Qui sont les acteurs ?

« L'hypervélocité », c'est le nouveau cheval de bataille du Kremlin. La Russie semble d'ailleurs avoir un temps d'avance sur ses concurrents. Les premiers missiles hypersoniques de nouvelle génération « Avangard », réputés « invincibles », capables d'atteindre une vitesse de Mach 27 et de changer de cap et d'altitude, ont été mis en service au sein de l'armée russe en décembre 2019. Par ailleurs, le 4 octobre dernier, la flotte russe a annoncé avoir testé pour la première fois un missile hypersonique Zircon depuis le sous-marin nucléaire Severodvinsk. Un modèle d'armement qui se veut lui aussi « furtif ». Selon le ministère russe de la Défense, ce tir « est un succès ».

Idem du côté de Pyongyang, même s'il faut toujours se méfier des annonces du régime nord-coréen en matière de Défense. Le régime de Kim-Jong-Un a en tout cas annoncé lui aussi avoir testé avec succès un missile planeur hypersonique, fin septembre.

De leur côté, les États-Unis mènent de front plusieurs projets aux noms de code sibyllins : C-HGB, ARRW, etc. Le 27 septembre dernier, la Darpa, l'agence de recherche de l'armée américaine, annonçait avoir réussi un vol test de son système HAWC, acronyme de Hypersonic Air-breathing Weapon Concept (littéralement concept d'arme hypersonique à moteur aérobique). Le dit missile a pu être largué d'un aéronef, puis son statoréacteur s'est déclenché, propulsant l'engin à plus de Mach 5, a détaillé l'agence. Pour l'instant, la France considère que cela pourrait être une option pour sa force de frappe nucléaire à terme.

Pourquoi une telle course ?

À l'Est, la priorité, c'est de posséder un système d'attaque dissuasif face aux États-Unis. « Les Chinois et des Russes sont obsédés à l'idée que les Américains parviennent à contrer complètement leurs propres systèmes balistiques », analyse Emmanuelle Maître. « Les États-Unis n'ont pourtant pas fait la preuve absolue de leur efficacité en ce sens, mais pour le Kremlin et Pékin ce serait la fin de leur méthode de dissuasion » ajoute-t-elle. La Corée du Nord, en mal d'existence sur la scène internationale semble aussi être sur la même ligne, n'aimant rien moins que faire passer des sueurs froides dans le dos du locataire de la Maison Blanche.

Côté américain, ce sont des programmes développés depuis 30 ans, et dont les applications sont plus concrètes. « L'objectif, c'est d'utiliser ces vecteurs et leur rapidité avec des armes conventionnelles, qui puissent aller très loin et soient très précises. L'idée originelle était de lutter contre un ennemi sur un théâtre d'opérations, mais depuis quelques années la lutte contre le terrorisme est également envisagée », décrypte encore notre spécialiste de l'armement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Dans chacun des camps, il y a également un calcul politique. « Côté américain, on dit tout le temps on est en retard », ironise Emmanuelle Maître, car cela permet au Pentagone d'aller décrocher des rallonges budgétaires. A Moscou, cette course à l'armement est aussi l'occasion pour Vladimir Poutine « de réaffirmer le statut de nation dominante » de la Russie vis-à-vis de la population.

Quelles conséquences possibles ?

Comme dans chaque épisode de course à l'armement, un cercle vicieux s'installe : « Chacun alimente la paranoïa de l'autre » note Emmanuelle Maître. Mais paradoxalement, « c'est avant tout une arme stratégique qui sert la dissuasion », insiste-t-elle. Face à la réduction des temps de réaction et les risques de mauvaise cible, les détenteurs de ce type d'arme en version nucléarisée seraient en effet plus enclins à... ne pas les utiliser.

leparisien.fr

Le secrétaire général de l'Otan ne veut pas d'une défense européenne « concurrente »

Suite à l'éviction de la France du marché des sous-marins australiens dans le cadre de la nouvelle alliance formée par l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis [AUKUS], le président Joe Biden avait assuré à son homologue français, Emmanuel Macron, qu'il estimait « nécessaire » que la défense européenne fût « plus forte et plus performante » afin de compléter le « rôle de l'Otan ». Pour le locataire de la Maison Blanche, il s'agissait alors de mettre un peu d'huile dans les rouages afin de mettre un terme à la crise diplomatique entre Paris et Washington.

Cela étant, le 28 septembre, et alors que la Grèce venait de signer une lettre d'intention pour l'achat de trois Frégates de défense et d'intervention [FDI] auprès de Naval Group, le président Macron remit une pièce dans la machine en appelant les Européens à « sortir de la naïveté » face aux choix stratégiques américains.

« Lorsque nous sommes sous l'effet de pressions de puissances qui parfois se durcissent, réagir, montrer que nous avons avec nous aussi la puissance et la capacité à nous défendre n'est pas céder à l'escalade, c'est simplement nous faire respecter », avait d'abord soutenu M. Macron, lors d'une conférence de presse tenue au côté de Kyriákos Mitsotákis, le Premier ministre grec. Et d'enchaîner : « Les États-Unis d'Amérique sont des grands amis historiques et des alliés en termes de valeurs, mais nous sommes obligés de constater que depuis plus de dix ans, les États-Unis d'abord se concentrent sur eux-mêmes, et ont des intérêts stratégiques qui se réorientent vers la Chine et le Pacifique. [...] C'est leur droit, c'est leur propre souveraineté. Mais nous serions là aussi naïfs, ou nous commettrions une terrible erreur, à ne pas vouloir en tirer toutes les conséquences pour nous-mêmes ».

Aussi, avait conclu M. Macron, « c'est avec le même pragmatisme et la même lucidité que nous devons, en tant qu'Européens, prendre notre part de nos propres protections. Ce n'est pas une alternative à l'alliance avec les États-Unis, pas une substitution, c'est assumer ce pilier européen dans le cadre de l'Otan. Il nous est demandé d'assumer davantage notre propre protection, je pense que c'est légitime. C'est donc à nous de le faire ».

Et à l'occasion du sommet de l'Union européenne, qui doit se tenir ce 6 octobre à Brdo [Slovénie], le président français entend bien mettre le sujet de la défense européenne sur la table.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

« Nous avons des besoins de clarification et de réengagement » de la part des États-Unis. Mais nous avons besoin d'être clairs avec nous-mêmes sur ce que nous voulons pour nous, pour nos frontières, pour notre sécurité, pour notre indépendance énergétique, industrielle, technologique et militaire », a affirmé M. Macron en arrivant en Slovénie. Et de souligner que l'UE devait « continuer à travailler de bonne foi avec ses partenaires historiques et ses alliés mais aussi continuer à accroître son indépendance, sa souveraineté.

Cependant, quasiment au même moment, lors d'une conférence donnée à l'université de Georgetown, à Washington, au sujet des conséquences de l'alliance AUKUS sur le lien transatlantique, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a pris le contrepied du président Macron. Ce qui n'est pas surprenant, tant ses objections à l'égard des initiatives en faveur d'une défense européenne sont récurrentes.

« Je comprends que la France soit déçue » par la rupture du contrat relatif aux sous-marins australiens mais « en même temps, les alliés de l'Otan s'accordent sur notre objectif global qui est que nous devons rester unis », a commencé par dire M. Stoltenberg. « Je ne crois pas aux efforts pour créer quelque chose en dehors du cadre de l'Otan, ou pour concurrencer ou dupliquer l'Otan », a-t-il ensuite estimé.

En outre, M. Stoltenberg a une nouvelle fois souligné que 80% des dépenses militaires de l'Otan sont effectuées par des pays non-membres de l'UE, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la Turquie et la Norvège [dont il fut le Premier ministre, ndlr].

Et il a également rappelé la dimension géographique. « La Turquie au sud, la Norvège et l'Islande au nord, et à l'ouest les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni. Si vous regardez sur une carte, ils sont importants pour la protection de l'Europe entière », a fait valoir le secrétaire général de l'Alliance atlantique. « Toute tentative d'affaiblir le lien transatlantique en créant des structures alternatives, en disant qu'on peut se débrouiller tout seuls, va non seulement affaiblir l'Otan, mais cela va aussi diviser l'Europe », a-t-il mis en garde.

D'autres pays de l'UE – à commencer par ceux de la Baltique – ne sont sans doute pas loin de penser comme M. Stoltenberg... En outre, et alors que la France avait tenté de la faire reporter pour manifester sa mauvaise humeur après le coup des sous-marins australiens, une réunion du « Trade and Technology Council », s'est tenue à Pittsburg, entre l'Union européenne et les États-Unis, afin de renouer le dialogue entre les deux rives de l'Atlantique.

« Sur la base de nos valeurs démocratiques communes et de la plus grande relation économique du monde, nous avons travaillé dur [...] pour identifier les domaines dans lesquels nous pouvons prendre des mesures concrètes afin de garantir que les politiques commerciales et technologiques profitent à nos populations », a-t-il été indiqué dans le communiqué publié à l'issue de cette réunion, à laquelle ont participé les commissaires européens chargés du numérique et du commerce; à savoir Margrethe Vestager et Valdis Dombrovskis.

Et de préciser que dix groupes de travail seront mis en place pour discuter de « la coopération en matière de normes technologiques, des défis du commerce mondial et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, du climat et des technologies vertes, de la sécurité et la compétitivité des technologies de l'information et de la communication, de la gouvernance des données et des plateformes technologiques, de l'utilisation abusive des technologies menaçant la sécurité et les droits de l'homme, des contrôles à l'exportation, du filtrage des investissements, ainsi que de l'accès aux technologies numériques et leur utilisation par les petites et moyennes entreprises ».

opex360.com



TERRORISME : Vers un néo-sanctuaire djihadiste en Afghanistan ?

Il semble probable que l'évacuation américaine de l'Afghanistan – avec son cortège de « happenings » traumatisants – a subi la contrainte calendaire d'une commémoration du 11 septembre 2001. Il s'agissait pour l'administration Biden d'éviter un bilan de vingt ans défavorable en de nombreux aspects, avec l'échec des efforts de démocratisation de l'Afghanistan et de la sécurisation du pays au regard de la débâcle de l'Armée nationale afghane (ANA).

À dire vrai, l'effort international constant, politique, humanitaire et sécuritaire, fourni depuis 2001 a eu ce résultat paradoxal de permettre au mouvement taliban de contrôler un pays dont le niveau de développement, y compris technologique, est sans commune mesure plus élevé qu'hier. Ceci n'est pas sans conséquences diverses pour la pérennité du nouvel « émirat » taliban et de ce que nous pouvons appeler schématiquement la « cause djihadiste » mondiale.

Si l'apparition d'un nouveau « sanctuaire terroriste », vieux terme des années 2000, n'est pas impossible, attirant des militants et des sympathisants du monde entier, comme ce fut le cas progressivement entre la fin de l'invasion soviétique et l'arrivée sur place des Occidentaux, un autre scénario est plausible : celui d'un « émirat » toléré, à défaut d'une reconnaissance unanime, au plan international et en partie inséré dans l'économie mondiale par l'exploitation de ses ressources naturelles, légalement ou non, et qui tiendrait compte des conséquences potentiellement néfastes pour sa survie de l'application d'une charia trop visiblement intransigeante.

Un « émirat minier » ?

Une des questions importantes, car structurelles, concernant l'avenir du nouvel « émirat » d'Afghanistan porte sur son intégration à l'économie internationale. Vingt ans d'aide au développement ont, sans surprise, entraîné l'apparition d'éléments préindustriels, certes ténus ; une infrastructure de télécommunication ; une amélioration des voies routières ou aériennes et un approfondissement de l'effort de localisation des matières premières et des minéraux. In fine, les Talibans pourraient se retrouver dans une situation paradoxale où l'amorce d'un développement économique par l'aide internationale a produit un effet de cliquet, un début d'intégration de l'Afghanistan dans la globalisation, les contraignant dans leur effort de bouleversement sociétal. À société plus développée, et donc plus sophistiquée, mesures de coercition religieuse nécessairement plus limitées ? Cette hypothèse est aujourd'hui sans réponse définitive et sera à vérifier d'ici quelques mois.

Il est vrai que l'aide internationale a eu des effets visibles, quoiqu'insuffisants, en matière d'accès à l'énergie, de productivité agricole ou de connectivité. L'Afghanistan Living Conditions Survey, élaboré en 2016 et 2017, soulignait que 36 % des Afghans avaient désormais accès à l'eau potable, que 31 % étaient connectés à l'électricité, et que 63 % de la population rurale vivaient à moins de 2 km d'une route permanente, bien que la densité routière soit encore estimée à environ 15 km/100 km² – un chiffre inférieur à la densité prévalant dans les pays voisins.

Pour insuffisants qu'ils soient, ces résultats ont un impact macro-économique et sociétal certain. De ce point de vue, soulignons ici le taux d'alphabétisation des 15-24 ans afghan, 53,6 %, comparé à l'indicateur plus vaste, prenant en compte les plus anciennes classes d'âge des « 15 ans et plus », 34,8 %. L'inscription en école primaire a atteint le taux de 72,5 % des dernières classes d'âge, dont 84,4 % pour les garçons et 58,9 % pour les filles, ce qui est supérieur à beaucoup de pays en voie de développement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Il y a là aussi l'exacte mesure de l'impact de l'aide humanitaire internationale. Du point de vue du sort des femmes, au-delà des discours, on saura très vite dans quelle mesure le régime taliban souhaitera se passer du PIB produit par le travail féminin, indicateur à la fois économique et sociétal.

L'intégration de l'Afghanistan dans la globalisation se fait aussi par ses richesses, en particulier minières. Le pays est un complexe géologique qui a été étudié à des fins d'exploitation par de nombreux pays, mais c'est l'Union soviétique qui en fit une analyse systématique à des fins d'exploitation.

Les terres rares et autres minéraux stratégiques sont nombreux dans ce pays et bien localisés : des sources américaines estiment que l'Afghanistan pourrait détenir jusqu'à 60 millions de tonnes de cuivre, 2,2 milliards de tonnes de minerais de fer et 1,4 million de tonnes de terres rares (en particulier dans la province d'Helmand), sans compter des veines d'aluminium, d'or, d'argent, de zinc, de mercure et de lithium (en quantités énormes), du pétrole et du gaz.

L'intérêt de la Chine pour l'exploitation minière – souvent accompagné d'une géopolitique pragmatique – est, comme on le sait, devenu très manifeste, sous forme de concessions obtenues progressivement en Afghanistan (cf. en particulier l'importance des terres rares pour la fabrication des technologies émergentes), ce dans le contexte général et de long terme du développement stratégique des « nouvelles routes de la soie ». Au demeurant, cet intérêt stratégique peut co-exister et s'accommoder avec l'économie informelle et le trafic de minéraux, autre moyen d'intégration à la globalisation. De ce point de vue, l'exemple du talc, objet d'un circuit illégal international entre l'Afghanistan (où certains gisements ont été contrôlés un temps, et peut-être encore aujourd'hui, par Daech-K), le Pakistan et les zones finales destinataires (Etats-Unis et Europe pour l'essentiel), montre que même les organisations les plus extrémistes sont capables d'un pragmatisme affairiste.

L'exploitation des ressources naturelles de Syrie et d'Irak par Daech fait figure d'exemple précurseur, y compris pour la légalisation des trafics en tous genres et son intégration dans les échanges internationaux à travers des réseaux logistiques et légaux transfrontaliers de l'illégal vers le légal.

Dans la simple perspective d'une survie du régime taliban, en partant du principe que l'aide internationale occidentale va prendre fin, en particulier si certains Etats occidentaux considèrent que l'arrêt de leur aide pourrait précipiter la fin du régime, le rôle de la Chine serait critique. A cet égard, il est sans doute indicatif que Suhail Shaheen, le porte-parole des Talibans, ait affirmé, dans un entretien accordé au média chinois CGTN, que les intérêts chinois étaient « les bienvenus. S'ils investissent, bien sûr, nous assurerons leur sécurité, celle-ci est très importante pour nous ».

Déclaration sincère, substantielle, ou simple déclaration d'opportunité adaptée à l'audience et sans fondement ? Il est vrai que l'affirmation sensible, dans ce même entretien, que les Talibans s'engageaient à ne pas fournir une base-arrière à des organisations ouïgoures séparatistes (et en particulier l'ETIM – l'East Turkestan Islamic Movement, régulièrement montré du doigt par Pékin) est bien faite pour rassurer Pékin, et par une causalité circulaire positive, pour assurer la pérennisation de ses investissements en Afghanistan. Au demeurant, plus largement, ceci est conforme aux accords de Doha signés en 2020 avec les Etats-Unis qui ont accompagné le retrait américain, aussi bien pour les organisations et réseaux associés à Al-Qaeda que pour ceux liés à Daech dans sa déclinaison locale. On remarquera toutefois qu'une disposition de ces accords portait sur une négociation de transition entre les Talibans et le gouvernement alors en place. Or la prise de pouvoir des Talibans s'est faite en occupant le vide laissé par l'effondrement opérationnel de l'Armée nationale afghane, voire quelques combats épisodiques, ce qui ne remplit pas, loin de là, cette clause essentielle des accords de Doha.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

La condamnation par les Talibans des attentats à impact international d'août 2021, autour d'un aéroport qu'ils ont mal sécurisé, est encore un indice déclaratoire en ce sens. Le démantèlement visible des réseaux de Daech en Afghanistan en sera un autre plus substantiel, surtout si cela passe par des échanges confidentiels de renseignement avec des Etats étrangers.

Quelles perspectives sécuritaires ?

Ces affirmations, comme le respect de cet accord, méritent et mériteront toutefois un examen sérieux, compte tenu des fractions, courants et réseaux existant au sein des Talibans, certains étant expressément solidaires du djihadisme international – d'autant que la réalité du terrain est souvent plus fugace et imprécise qu'un accord international ou des perceptions exprimées à des niveaux politique ou médiatique.

L'Afghanistan redeviendra-t-il un sanctuaire pour le djihadisme, c'est-à-dire une terre d'accueil, en particulier avec des structures d'entraînement (les « camps terroristes »), voire de recherche et de perfectionnement terroriste ? Il est sans doute improbable que l'Afghanistan retournera à la situation qui prévalait avant le 11 septembre 2001 : Al-Qaeda est une organisation en partie vieillissante, désormais concurrencée par la mouvance de Daech, et d'autres organisations ou réseaux ayant vocation à se globaliser pourront de surcroît apparaître. Le nouvel « émirat » d'Afghanistan n'est menacé par quiconque, ce qui évite la cristallisation d'une nouvelle terre de djihad et des mobilisations transnationales de militants ou sympathisants violents. Enfin, le terrorisme djihadiste qui sévit ici ou là à travers le monde – en particulier en Europe – est désormais caractérisé par des aspects très individualisés et des moyens « low tech » aisément reproductibles. Il n'est désormais nul besoin d'être formé dans un sanctuaire à l'étranger pour perpétrer une attaque djihadiste, il suffit d'un accès à des moyens rustiques et reproductibles.

En revanche, il est probable, voire inévitable, que des individus, considérant l'Afghanistan des Talibans comme une terre où leur vision de l'Islam se concrétise en plein, fassent l'Hégire, ce qui, pour les pays de départ, est un inconvénient et sera considéré, par principe de précaution, comme un risque. De même, certains militants recherchés à travers le monde espéreront sans doute trouver une terre de salut ou de répit dans l'immensité désormais islamiste radicale de l'Afghanistan.

D'aucuns font une différence entre les Talibans de 2021 et ceux de 1995. Cette assertion mériterait un examen actualisé à la fois robuste et systématique des éléments suivants : provenance géographique, tribale, clanique ou religieuse (quelle madrasa en particulier ?) ; perceptions politico-religieuses de la base militante ; analyse des différents courants au sein du mouvement taliban ; évaluation de l'utilisation des technologies contemporaines de communication, type smartphone (et accès à Internet) – signe de perméabilité minimum à la réalité moderne du monde (ce qui ne veut certes pas dire conversion à cette modernité).

Avec le temps, il sera intéressant de vérifier s'il existe des différences entre Talibans dans l'application des prescriptions chariatiques, par exemple entre les Talibans qui promettent à Doha et ceux qui agissent en Afghanistan, ou – à supposer que cette distinction soit opportune –, entre les Talibans des villes, qui doivent faire face à des populations pour lesquelles l'influence occidentale et l'ouverture à la globalisation sont peut-être plus fortes, et ceux, plus traditionnels, des campagnes.

Certains des profils de dirigeants montrent toutefois qu'il existe un certain continuum historique avec les années 1990 et 2000 – le réseau Haqqani, les successeurs directs du mollah Omar, ou certaines figures talibanes passées par Guantanamo. Ce simple aspect rend à peu près impossible aux Etats occidentaux d'accepter formellement de discuter avec les Talibans.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

Plusieurs aspects sécuritaires restent en réalité sensibles concernant le futur de l'« émirat » afghan. D'abord, les Talibans ont récupéré un arsenal militaire important et en bon état, d'origine américaine. Il est d'ailleurs frappant de constater son ampleur (l'auteur de cette note se souvient avoir vu, près du Palais royal afghan et de l'école antiguérilla, des milliers de carcasses de blindés que l'Armée rouge avait neutralisés avant de partir). On parlera ici d'une faute sécuritaire américaine historique.

Si l'AK-47 reste l'arme « culturelle » en Afghanistan, un certain nombre d'autres matériels militaires sont désormais aux mains des Talibans : systèmes portables de communication tactique cryptés, véhicules tactiques de transport de troupe ou de patrouille, missiles anti-véhicules (Javelin), etc. La qualité et la taille de cet arsenal pourraient d'ailleurs susciter une pression sécuritaire sur les pays limitrophes, d'une manière ou d'une autre. Il est intéressant de constater que dès à présent certaines sources russes communiquent sur cet accroissement capacitaire et sur la nécessité de manœuvres d'entraînement multilatérales, y compris avec l'Iran et la Chine, prenant mieux en compte un adversaire motorisé asymétrique.

En revanche, comme après la capture d'un gigantesque arsenal à Mossoul par Daech, la logistique de soutien – et en clair l'existence de pièces détachées et d'une compétence organisée de réparation –, sera un critère décisif pour l'emploi à long terme de cet arsenal. On parlera ici d'un effet d'attrition progressif, spécialement pour les avions et hélicoptères d'origine américaine, mais peut-être aussi jusqu'à des composants beaucoup plus basiques type munitions.

De plus, dans la mesure où ces matériels favorisaient un usage antiguérilla (et donc, en son temps, anti-Talibans), ils contribueront désormais au maintien au pouvoir de ces derniers en améliorant leurs moyens capacitaires contre les oppositions armées locales pouvant apparaître et, bien sûr, celles déjà existantes, en particulier : l'Alliance du Nord/Résistance du Panchir (qui affirmait, le 30 août 2021, avoir repoussé une offensive des Talibans) ; Daech-K, conglomérat d'anciennes organisations djihadistes, y compris ouïgoures et ouzbèkes, ou de Talibans transfuges ; des éléments épars ou regroupés de l'ancienne Armée nationale afghane les groupes d'autodéfense hazara (chiite) – le Front de résistance (Jabha-ye Moqawamat), fondé par Abdul Ghani Alipur (il semble que, le 24 août 2021, ce groupe ait repoussé des combattants talibans dans deux zones près de son fief de Behsud), ou le groupe d'Abdul Hakim Shujoyi, actif à Uruzgan.

La possible présence in situ de missiles sol-air portables est évidemment une question sensible, dans la perspective d'un usage terroriste contre l'aviation civile. De ce point de vue, le fait qu'aucun missile de ce type ne soit mentionné dans les évaluations de sources ouvertes de l'arsenal présent en Afghanistan n'est pas une démonstration définitive. Même remarque pour les moyens de renseignement électronique d'écoute ou la capacité des Talibans à utiliser l'aviation abandonnée – soit parce qu'ils ont des compétences internes en pilotage, soit – hypothèse déjà vérifiée en partie – parce qu'ils sauront employer des pilotes du régime précédent. On constatera enfin que, contrairement à la situation qui prévalait en septembre 2001, de nombreux précurseurs chimiques industriels et sources radiologiques, pour des raisons médicales (radiothérapie) ou techniques, ainsi que des capacités de laboratoires biologiques, sont désormais présents en Afghanistan. En 2002, l'AIEA avait dû sécuriser plusieurs sources radiologiques (le Cobalt-60 utilisé en cobalthérapie en particulier), car de nombreux renseignements indiquaient des éléments de recherche systématiques, quoique rustiques, en matière NRBC, en particulier par Al-Qaeda. Cette organisation avait su détourner certaines technologies civiles (dans un laboratoire de fabrication de vaccin animalier par exemple) ou voler certains produits précurseurs disponibles localement. Cette réalité a des conséquences sécuritaires. De ce point de vue, les Talibans sont dans une meilleure situation d'opportunité qu'ils ne l'étaient en 2001.

La question de la production locale de stupéfiants et l'attitude des Talibans à son endroit est un autre facteur sécuritaire important. En juillet 2000, le mollah Mohammed Omar déclara que la production d'héroïne en Afghanistan était haram, contraire aux prescriptions islamiques, en conséquence de quoi la production locale



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

du pavot fut éradiquée. Certains ont toutefois suggéré que l'effet de rareté provoqué n'avait paradoxalement fait qu'augmenter les profits de barons de la drogue enchevêtrés dans des spécificités locales multiséculaires à la fois féodales et tribales et qui détenaient des stocks faiblement périssables.

Enfin, la libération par les Talibans – au gré de leur avancée militaire –, de militants opérationnels détenus dans les prisons afghanes est un autre sujet de préoccupation, y compris d'ailleurs pour le nouveau régime. Certains détenus djihadistes (en particulier internationaux) ont été libérés au même titre que les détenus pro-Talibans, ce qui pose dès lors la question sensible de leur devenir, de leur capacité de mobilisation et de constitution de nouveaux réseaux.

Conclusion

Engagé dans la gestion d'un vaste territoire, le mouvement taliban bénéficie d'un effet d'opportunité pour recréer un « sanctuaire », un territoire de facilitation pour la mouvance djihadiste internationale. En revanche, le degré d'intégration accru de l'Afghanistan dans la globalisation et l'absence d'une présence militaire étrangère dans ce pays, facteur polarisant supplémentaire, font que la perspective de la formation d'un nouveau sanctuaire terroriste reste incertaine à ce stade, voire contre-productive pour les Talibans.

Il y a certes toute une gradation possible dans les relations entre ceux-ci et les divers groupes djihadistes : l'intégration générationnelle de plus anciens militants (type réseau Haqqani ou Amin ul-Haq, proche d'Oussama Ben Laden) est consubstantielle au mouvement des Talibans.

L'accueil passif de militants ou sympathisants faisant l'Hégire, ou cherchant une base-arrière sûre, paraît statistiquement inévitable. Il reste à savoir si cela deviendra une politique systématique. Cela équivaudrait alors à une amorce de reconstitution de structures d'accueil et de formation théologico-opérationnelles (type « camps terroristes » sur une base nationale des années 1990). Il serait de ce point de vue intéressant d'observer alors la formalisation d'une administration d'accueil des volontaires étrangers. La préparation offensive d'attentats régionaux ou internationaux serait dès lors un aboutissement logique. Une des questions ici est relative à l'intérêt de passer à un tel niveau, au risque de mettre le régime en tension, voire de précipiter sa fin (par une sorte de répétition de l'invasion américaine anti-Al-Qaeda de 2001 ou un équivalent moins contraignant et plus probable, consistant à donner aux groupes anti-Talibans une supériorité militaire).

La lutte armée et la répression contre certains groupes concurrents est d'ores et déjà une donnée. En réalité, le régime des Talibans doit faire face aussi bien à une certaine intégration de réseaux vieillissants (ou en développement) d'Al-Qaeda qu'à des oppositions locales multiples (demain l'Alliance du Nord ? Ou certains réseaux locaux sur une base tribale). Il reste à voir si ces groupes anti-Talibans seront soutenus de manière substantielle et/ou visiblement, et par qui.

La lutte armée contre Daech-Khorasan, mouvement très composite, est évidemment une question sensible pour le monde, peut-être même le critère décisif qui permettra de faire accepter les Talibans par la communauté internationale, un peu, à titre d'exemple, au même niveau que le Somaliland.

On soulignera enfin les possibilités offertes par ce que d'aucuns nomment le « djihad digital » : dans une certaine mesure, la radicalisation en ligne nécessite en effet moins de maîtriser l'espace réel, et les Talibans, hier en retard sur Daech en matière de maîtrise des réseaux sociaux ou réseaux cryptés type Telegram, pourraient, s'ils le voulaient, bénéficier des ressources existant en Afghanistan pour produire de la propagande en grande quantité avec in fine des conséquences mobilisatrices déterritorialisées.

Auteur : Jean-Luc MARRET, Maître de recherche

Source : Fondation pour la recherche stratégique Date : Note n° 26 du 6 septembre 2021



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

La militarité de la Gendarmerie : l'opportune piquêre de rappel du général Gieré, inspecteur général des armées-Gendarmerie

Dans un long article publié sur LinkedIn mais aussi en interne, le général d'armée François Gieré, inspecteur général des armées-Gendarmerie (IGA-G) se penche de manière approfondie sur la militarité de la Gendarmerie, un sujet particulièrement opportun dans le contexte actuel.

“Alors que certains craignaient la disparition de son statut de force armée suite à son transfert au ministère de l'Intérieur en 2009, son identité militaire s'est vue au contraire renforcée en droit et s'exprime au quotidien au travers des missions très variées qu'elle exécute sur l'ensemble du territoire national et au-delà” écrit en préambule le second général cinq étoiles de l'Arme.

“Il m'a donc semblé important, à un moment où les crises se succèdent, de rappeler les fondements de la “militarité” de la Gendarmerie, en quoi elle constitue un outil précieux au service de la Nation et comment préserver cette singularité afin de continuer à #RépondrePrésent” précise le général François Gieré.

“Privée de son statut militaire, la Gendarmerie ne pourrait se maintenir durablement dans certaines zones désertées et ne pourrait par conséquent plus assurer la sécurité des 95% du territoire dont elle a la responsabilité avec la même efficacité” assure notamment l'ancien directeur des opérations et de l'emploi.

De l'identité militaire de la Gendarmerie

Du point de vue juridique, la militarité de la Gendarmerie est doublement affirmée par le législateur au travers de la combinaison de la loi du 25 mars 2005 portant statut général des militaires et de la loi du 3 août 2009 relative à la Gendarmerie nationale.

L'article premier du statut général des militaires fixe la mission – la défense de la patrie, la défense des intérêts supérieurs de la nation – et énonce l'exigence de l'état militaire : l'esprit de sacrifice en toutes circonstances, y compris le sacrifice suprême. L'article 7 ajoute une sujétion à servir en tous temps et en tous lieux. Enfin, l'article 8 consacre les principes d'obéissance et de la responsabilité dans l'exécution de la mission.

Parallèlement, la loi du 3 août 2009 relative à la Gendarmerie nationale consacre son rattachement au ministère de l'Intérieur mais consolide son statut de force armée et confirme l'étendue de ses missions, tant civiles que militaires. La Gendarmerie y est précisément définie comme “une force armée instituée pour veiller à l'exécution des lois” et non comme une “police militaire” ou même une “force de police à statut militaire”.

Cette dualité des normes juridiques s'illustre par exemple, et alors même que le code de déontologie du ministère de l'Intérieur est commun aux gendarmes et policiers, au travers de l'article R 434-31 du code de la sécurité intérieure qui dispose que l'état militaire des gendarmes exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême – le colonel Beltrame en est l'héroïque illustration -, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. Il est également fait mention à l'article suivant que le gendarme, soldat de la loi, est soumis aux devoirs et sujétions prévus par le statut général des militaires défini par le code de la défense, ainsi qu'aux sujétions spécifiques liées aux conditions de l'exercice du métier de militaire de la Gendarmerie.

Cette disponibilité, cette réactivité et cette immersion au sein de la population sont avant tout rendues possible par le statut militaire des gendarmes et l'organisation de force armée de la Gendarmerie :

– En effet, la singularité du statut militaire (esprit de sacrifice, discipline, disponibilité, loyalisme, neutralité) garantit souplesse et simplicité d'action, par un équilibre précieux entre des restrictions assumées et consenties (pas de liberté de domicile ni d'affectation qui permettent par la mutation en tous lieux et la CLNAS associée de couvrir les 3 200 unités territoriales ; pas de limitation du temps de travail – et donc pas d'heures supplémentaires – mais encadrement du temps de repos ; pas de droit syndical mais système de concertation ; pas de liberté d'adhésion aux partis politiques, qui fonde la loyauté du gendarme ; hypothèse du don de sa vie portée dans le contrat initial



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43

signé par tout gendarme) et des mesures de reconnaissance et de compensation (retraite, bénéfice des campagnes, décorations) ;

– Par ailleurs, dans le respect de l'autorité administrative et judiciaire exercée par les préfets et les magistrats et en lien très étroit avec la police nationale, l'organisation de force armée fait le choix de la plénitude des responsabilités territoriales et de la déconcentration des pouvoirs des chefs militaires plutôt que l'organisation en silos des responsabilités qui peut s'avérer complexe notamment en temps de crise.

Un service public de proximité

La finesse et la cohérence du maillage territorial de la Gendarmerie permises par le statut militaire contribuent à l'égalité des territoires et des citoyens devant le service public de sécurité, principe fondamental de notre démocratie républicaine.

Moins proche, elle serait en outre moins disponible, sauf à voir ses effectifs considérablement augmenter. Or, les atouts de cette proximité, qui permet de #RépondrePrésent au plus profond des territoires, se sont encore illustrés très récemment au travers des événements dramatiques survenus dans l'arrière-pays niçois après le passage de la tempête Alex. Alors que leur brigade venait d'être emportée par les eaux et que toutes les voies de communication étaient coupées, les militaires de Saint-Martin-Vésubie, ayant mis en sécurité l'armement et les transmissions de leur unité, ont pu très rapidement porter secours aux habitants du village.

La militarité : un atout face aux crises qui se multiplient

Le statut militaire des gendarmes apporte des garanties capacitaires sur tous les types de situations de crise, y compris les plus intenses et durables. Dans les crises de l'échelon intermédiaire, c'est-à-dire dans la zone interstitielle des situations de crise de moyenne ou de haute intensité qui ne sont plus policières mais pas encore militaires, la Gendarmerie est un atout précieux évitant de recourir à l'engagement des armées sur le territoire national. Cette présence territoriale de proximité permet de faire valoir une réponse en chaque endroit, dans la profondeur du territoire.

Son statut réaffirmé lui permet de maintenir des liens forts avec les armées. La conception de la manœuvre et une culture opérationnelle de la planification sont partagées par les Armées et la Gendarmerie nationale. A cet égard, la mise sur pieds d'un centre national des opérations (CNO) à la DGGN représente un signal fort. Un accord de coopération leur permet de formaliser des relations construites dans la proximité et la confiance.

Cela s'avère aujourd'hui particulièrement utile à l'État et à la population lorsque, par exemple, des catastrophes naturelles en métropole ou dans les outre-mer nécessitent la conjugaison de moyens militaires des armées et de la Gendarmerie. Cela a été le cas lors du passage sur les Antilles de la tempête Irma en septembre 2017. D'importants moyens humains et matériels de la Gendarmerie ont été rapidement projetés sur place grâce à une excellente coopération logistique avec les armées. Une fois sur place, gendarmes et militaires de l'armée de Terre ont contribué ensemble à la sécurisation des zones dévastées.

Une militarité confrontée aux mutations sociétales.

Les valeurs militaires doivent faire face aux "ismes" : l'individualisme, le communautarisme, le matérialisme ou l'hédonisme. C'est un phénomène que l'on retrouve également en Gendarmerie, sans doute avec une intensité moindre qu'au regard du reste de la société mais supérieure par rapport aux forces armées, en raison de l'immersion sociale de la Gendarmerie, de ses missions et de son activité "policière". Pour garantir sa militarité et mettre à disposition de notre appareil de sécurité nationale les "soldats de la loi" des années à venir, la Gendarmerie doit intégrer ces évolutions générationnelles en s'appuyant dans ses formations et au quotidien sur 5 piliers intangibles : le sens de la mission et de l'engagement, un esprit de corps adossé à une ouverture d'esprit, une cohésion de la Gendarmerie résultant de la qualité de la concertation et de la confiance dans la hiérarchie, la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

préservation d'un ascenseur social dynamique au sein de l'institution et le souci de la qualité de vie comme des conditions de travail des personnels mais aussi de leurs familles.

Les armées font le constat du besoin d'un renforcement de " l'épaisseur humaine" de leurs cadres, confrontés très tôt à des situations particulièrement complexes et traumatisantes, alors même que les générations actuelles démontrent d'une façon générale une moindre maturité. Leurs conclusions aboutissent à des réformes conséquentes ("esprit guerrier", préparation au combat de haute intensité, "ESCC2030", etc.). La Gendarmerie partage ce constat et mène des réflexions en conséquence.

La banalisation de la militarité : un piège à éviter

Une attention particulière doit être portée aux risques ou aux tentations de banalisation de la militarité de la Gendarmerie, que ces tentations soient externes (normes inadaptées aux contraintes particulières des militaires, contraintes budgétaires pesant sur les formations militaires initiales ou continues) ou internes (réduction de la mobilité professionnelle ou assouplissement du logement obligatoire en caserne). Ne pas banaliser ni laisser s'altérer l'identité militaire est essentiel en raison des valeurs qui y sont attachées et que l'on retrouve à l'article L.4111-1 du code de la défense : esprit de sacrifice pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyauté et neutralité.

Nous pouvons y ajouter d'autres valeurs communément partagées par les forces armées : réactivité, adaptabilité, sens de la mission, robustesse, sens du devoir, force maîtrisée, loyauté, éthique et déontologie, résilience des hommes et des structures. Les gendarmes peuvent en effet être amenés à faire le sacrifice de leur vie pour la Nation : cela revêt un intérêt considérable pour la sécurité de nos concitoyens et justifie pleinement que la mission spécifiquement militaire de défense des intérêts fondamentaux de la Nation, qui est le cœur même de la Gendarmerie, soit sacralisée.

Recrutement et formation : les deux piliers de l'efficacité militaire

Le recrutement et la formation sont les premiers échelons de préservation de la militarité. Les gendarmes étant le produit des évolutions sociétales et sociales, les générations actuelles étant à la recherche de sens, la stratégie de recrutement requiert d'insister sur le sens du métier, le sens de l'engagement et le sens du service de la population—. Les personnels de la gendarmerie étant également issus de parcours individuels très variés – ce qui est une force pour l'institution –, la communication liée au recrutement doit par conséquent recourir à des canaux de communication adaptés à tous, utilisant un langage audible pour les futurs candidats, sans travestir pour autant le message ni ce qu'est l'institution, sur le modèle des campagnes de recrutement de l'armée de Terre.

S'agissant de la formation elle-même, des Assises se sont tenues le 21 mai 2019 à la direction générale de la Gendarmerie nationale. Une des conclusions fut que la formation initiale devait insister auprès des recrues sur les valeurs et les objectifs de militarité, de robustesse et de résilience.

De plus, ces dernières années, la défense du sanctuaire national est redevenue une priorité face à la pression terroriste et l'apparition d'une radicalisation violente. Institution militaire légitime et reconnue, la Gendarmerie, s'inscrit naturellement dans la défense de ce sanctuaire et prend toute sa place dans ce combat inscrit dans la durée.

Une militarité perçue de façon différente selon les missions

La militarité du gendarme est vécue avec plus ou moins d'intensité selon son affectation, sa mission. Pour les gendarmeries spécialisées, tout comme la prévôté, immergées au sein des armées, cela va de soi. Il en est de même pour la gendarmerie mobile, avec son organisation de type militaire (escadron, peloton, groupe), engagée outre-mer et au besoin dans les opérations extérieures. Cela est encore plus prégnant pour les unités d'intervention (GIGN, pelotons de sûreté portuaire, unités de protections des centrales nucléaires, etc.). Si la conscience de la militarité de la gendarmerie départementale est sans doute plus diffuse, celle-ci tend cependant à se renforcer, ne



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 45

serait-ce qu'en raison des enjeux du terrorisme conduisant à durcir ses capacités d'action (antennes GIGN déconcentrées, PSIG "SABRE"). De la "police des campagnes", la gendarmerie départementale dont la majorité des territoires se situe aujourd'hui en zone périurbaine, glisse vers le "contrôle de zone" sur des territoires désormais irrigués par des flux divers (routiers, ferroviaires, fluviaux, maritimes et aériens) dont elle doit assurer la surveillance.

La préservation et le renforcement de la concertation

L'originalité du dialogue interne de la Gendarmerie – le système de "concertation" – a fêté en 2019 ses 30 ans et a fait, à l'occasion du rattachement, dix ans plus tôt, son entrée dans un ministère de l'Intérieur accordant traditionnellement une grande place aux syndicats de police. La concertation, outil désormais reconnu et utilisé par le ministre de l'Intérieur, responsable du dialogue social au sein de son ministère, est un point d'ancrage fort à la communauté militaire. La condition militaire repose en effet sur de nécessaires compensations et la reconnaissance de la Nation. De plus, l'exigence de "parité globale de traitement" entre policiers et gendarmes est particulièrement importante depuis le rattachement de la Gendarmerie à l'Intérieur. Au fil des crises qui ont marqué son histoire récente (1989, 2001), la Gendarmerie a su faire évoluer, par touches successives, son dispositif de concertation, et ce toujours dans le respect de sa militarité et de ses valeurs.

A n'en pas douter, ces évolutions se poursuivront encore avec pour seule ambition de toujours moderniser cet outil afin qu'il constitue un modèle empreint de maturité et tourné vers la défense de l'intérêt général, un véritable levier pour la performance, un facteur de cohésion. Dans l'esprit du plan GEND 20.24 porté par le général d'armée Christian Rodriguez, Directeur général de la Gendarmerie nationale (DGGN), le dialogue interne doit permettre enfin à tous les militaires de la Gendarmerie, quels que soient leur grade et leur statut, de s'engager ensemble et en confiance.

lavoixdugendarme.fr



IN MEMORIAM

Mali : un soldat français est mort accidentellement lors d'une opération de maintenance

Une enquête est en cours pour faire toute la lumière sur les circonstances du drame, survenu pendant une opération de maintenance sur un véhicule.

Article rédigé par France info



France Télévisions

Le maréchal des logis Adrien Quélin, membre de la Force Barkhane, est mort au Mali, mardi 12 octobre 2021.

(ETAT-MAJOR DES ARMÉES)

Le maréchal des logis Adrien Quélin était mécanicien au sein du Groupement tactique désert Roc Noir de la force Barkhane. [Ce soldat français, âgé de 29 ans, est mort, mardi 12 octobre, à Tombouctou, au Mali](#), alors qu'il effectuait une opération de maintenance sur un camion, a annoncé mercredi l'état-

major des armées.

"Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard, s'incline avec une profonde tristesse devant la mémoire de ce militaire mort en opération", dit le communiqué du ministère.

Adrien Quélin appartenait au 4e régiment des chasseurs de Gap. "Toutes mes pensées accompagnent la famille, les proches et les frères d'armes du maréchal des logis Adrien Quélin", a fait savoir sur Twitter le chef d'état-major des armées.

Le soldat "a été grièvement blessé par la bascule de la cabine de ce camion alors qu'il travaillait sur le moteur de ce véhicule", avant de succomber à ses blessures, explique l'état-major, ajoutant qu'une "enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes de l'accident".